

**République du Sénégal
Université Cheikh Anta Diop**

**Institut National Supérieur de l'Éducation Populaire et du Sport
INSEPS**

"FEVRIER 1988" : DE L'URBAIN AU NATIONAL

**(ANALYSE DU PROCESSUS DE TRANSFORMATION D'UN PHENOMENE
SCOLAIRE URBAIN EN UN PROBLEME SOCIO-POLITIQUE NATIONAL)**

Mémoire présenté et soutenu par Mohamed SANKHARE

Sous la direction de Boubacar NIANE (Sociologue)

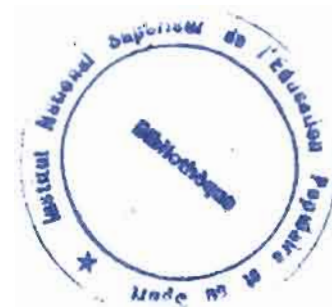
Dakar, Juin 1992

République du Sénégal
Université Cheikh Anta Diop

Institut National Supérieur de l'Education Populaire et du Sport
INSEPS

"FEVRIER 1988" : DE L'URBAIN AU NATIONAL

**(ANALYSE DU PROCESSUS DE TRANSFORMATION D'UN PHENOMENE
SCOLAIRE URBAIN EN UN PROBLEME SOCIO-POLITIQUE NATIONAL)**



Mémoire présenté et soutenu par Mohamed SANKHARE

Sous la direction de Boubacar NIANE (Sociologue)

Dakar, Juin 1992

REMERCIEMENTS

Il n'est malheureusement pas possible de mentionner ici tous ceux qui ont apporté une contribution à la réalisation de ce travail; nous leur témoignons notre sincère gratitude. Certains cependant méritent d'être particulièrement cités:

- Boubacar NIANE qui nous a intéressé et initié à la théorie des champs et qui a accepté spontanément de guider nos premiers pas;*
- Ravane KONE, notre grand frère, qui a toujours été à nos côtés pour nous pousser dans la voie du progrès et de la rigueur morale et intellectuelle;*
- Abdoul Wahab BA, Mbagnick NDIAYE, Oumy BA Sèye, Mamadou DIALLO, Abdoulaye SOW, El-hadj SOUMARE, Oumar NDIAYE, Alioune Badara DIEDHIOU et tous les collègues du Ministère de la Jeunesse et des Sports pour nous avoir fait confiance;*
- Ndèye Aïda DIALLO Diop, Mouhamadou Lamine Sidibé, Mouhamadou NDIAYE, Samba Laobé SEYE et Assane NDIAYE, pour leur disponibilité;*
- Moussa DIOUF qui a su être un frangin toujours disponible;*
- Sidy Mohamed Lamine DIAGNE, son épouse Alimatou Sadya Paye, Lika et Badou avec lesquels nous avons constitué la famille ;*
- Le Secrétariat National et l'ensemble des militants du MDJ pour leur compréhension;*
- les collègues du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée, du Niger, de la République Centrafricaine et du Sénégal avec lesquels nous avons donné un modèle d'intégration africaine;*
- Mamadou SANGARE, l'ami, le frère et complice ;*
- LAST BUT NOT LEAST celle qui a TOUT sacrifié pour celui qu'elle appelle affectueusement PAPA, Marie Louise SANKHARE.*

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION GENERALE	5
PREMIERE PARTIE: DE L'INTEGRATION A L'EXCLUSION	12
CHAPITRE PREMIER: LES FONDEMENTS D'UN MALAISE	13
1. La jeunesse dans la société sénégalaise pré-coloniale	14
2. Le contexte post-colonial: un cadre inhibiteur	16
CHAPITRE 2; UN HERITAGE PLUS OU MOINS CONSERVE	30
1. Une jeunesse est fortement polisée	31
2. La démarcation	37
DEUXIEME PARTIE: DE LA CRISE	39
CHAPITRE PREMIER: LA DECEPTION	40
1. Les conclusions de la CNREF non appliquées	42
1.1. Au niveau de l'Education pré-scolaire et de l'Enseignement Elémentaire	44
1.2. Au niveau de l'Enseignement Moyen et Secondaire	45
1.3. Au niveau de l'Enseignement Supérieur	46
2. Le traumatisme de Caire 1986	49
3. L'agression du 22 Janvier 1987	51
CHAPITRE 2: ACTEURS ET ORGANISATEURS D'UN MOUVEMENT	54
1. La jeunesse est exclue des consultations électorales	55
2. Une synchronisation à plusieurs articulations	57
TROISIEME PARTIE: LA CONSECRATION	62
CHAPITRE PREMIER: LA RECONNAISSANCE	63
1. Chez les dominants	64
2. Chez les dominés	66
CHAPITRE 2: L'INVESTISSEMENT	69
1. Dans l'espace politique	70
2. Dans l'espace social	72
CONCLUSION GENERALE	74
BIBLIOGRAPHIE	78

AVANT PROPOS

L'intervention massive et brutale de la jeunesse sur la scène socio-politique après les événements de Thiès de 1988 et les conséquences socio-politiques qui en ont découlé sont devenues une source de préoccupation et d'interrogation pour l'ensemble du corps social. Surpris par cette "irruption" ou cette "éruption", cette intrusion de la jeunesse, le corps politique, les politologues, les spécialistes en sciences sociales s'interrogent et essaient d'interpréter le message des jeunes. La jeunesse est devenue une énigme qu'il convient de percer, de découvrir, de décoder. Un vaste champ est ouvert à la fois pour les spécialistes des sciences sociales, les décideurs, les hommes politiques. Et le sociologue Boubacar LY note fort judicieusement que " les jeunes sont devenus un problème pour la société et la société un problème pour les jeunes"¹.

Nous nous sentions interpellé pour trois raisons principales par cette équation que les jeunes ont posée en Février 1988.

D'abord parce que nous sommes jeune et en tant que tel nous avons le devoir de contribuer à faire découvrir comment nous percevions notre action collective.

Ensuite parce que nous étions impliqué au niveau le plus élevé dans ce que l'on a appelé la crise de la jeunesse, en tant qu'acteur².

Enfin et surtout en tant que chercheur et spécialiste des questions de jeunesse, nous avons trouvé là un vaste champ d'investigation.

Aussi nous avons voulu prendre du recul, nous départir de nos états d'âme, nous éloigner des passions militantes et considérer l'objet de notre étude comme une chose qui nous est extérieure et ainsi l'analyser, le comprendre, après avoir opéré "une coupure épistémologique" selon la formule bachelardienne tant il est vrai que "le fait scientifique doit être conquis, construit et constaté".³

Sans doute, en dépit des précautions scientifiques qui ont été prises, nous ne sommes

¹ Boubine TOURE in "SOPI" N°8, Avril 1988

² Président du Comité Electoral National du Mouvement Démocratique des Jeunes, l'auteur était aussi Secrétaire National chargé des Relations Extérieures avant de devenir Président.

³ BACHELARD (G), La formation de l'esprit scientifique, Vrin, Paris, 1960.

pas parvenu à une parfaite objectivité, à une attitude de stricte neutralité. Le lecteur comprendra que ce n'est pas faute d'avoir tenté.

En cela nous donnons raison, après coup, aux nombreux amis qui avaient attiré notre attention sur le caractère sensible du thème. Sans chercher à le leur opposer nous dirons à la suite de Guy ROCHER que "...le sociologue n'échappe pas aux images que porte son milieu immédiat...Les idéologies dans lesquelles il baigne lui fournissent souvent les éléments principaux de sa perception sociologique des problèmes qui l'intéressent et elles influencent la manière dont il les pose et définit ces problèmes. La sociologie ne peut pas être tout à fait au-delà de la morale du sociologue et de sa société: elle en hérite et s'en nourrit".¹ Qu'en est-il alors de l'apprenti ?

¹-ROCHER (G.), Introduction à la sociologie générale, t.3, Ed. HMH, Points, Paris 1972.

INTRODUCTION GENERALE

La jeunesse représente au Sénégal une couche sociale extrêmement importante pour différentes raisons, particulièrement au regard de son poids démographique. Avec plus de 55%, les jeunes constituent la majorité de la population du pays. Et c'est avec juste raison que le Conseil Economique et Social du Sénégal écrivait: "Il n'est aucune question politique, sociale, économique qui ne doive tenir compte du phénomène jeunesse.

Le développement harmonieux du pays passe d'abord par l'intégration heureuse de cette jeunesse à la communauté nationale.

Si cette intégration est manquée, il n'y aura pas de développement et il n'y aura pas d'avenir pour le Sénégal en tant que Nation"¹.

C'était là un véritable cri d'alarme lancé en 1966. Et pourtant, deux années après, éclatait "Mai 1968". Les jeunes scolaires, universitaires et urbains sont sortis dans la rue pour exprimer leur mal-vivre d'une part et d'autre part, leur volonté de participer à la définition d'un nouvel ordre, à la construction d'une autre société, plus juste et plus conforme à leurs aspirations.

Vingt ans après, les enfants de la "génération insurgée" de Mai 68 et les descendants des "porteurs de pancartes" de Septembre 58² ont occupé à leur tour la rue. Il semble que par son ampleur le mouvement qui s'est emparé du pays tout entier à partir du 28 Février 1988 dépasse de loin les événements de Mai-Juin 1968.

Dans la capitale, l'état d'urgence a été instauré. Des barricades ont été érigées dans maintes villes du pays : quelquefois des combats violents ont opposé les forces de l'ordre aux manifestants qui s'attaquaient à tous les symboles du pouvoir. Des centaines d'arrestations ont été enregistrées sur toute l'étendue du territoire national de Dakar à Saint-Louis en passant par Thiès, Louga, Tambacounda, Kolda, Fatick, Kaolack, Ziguinchor, Mbour et Diourbel.

L'école et l'Université ont connu une année blanche. Les bases du pouvoir en place

¹ - Conseil Economique et Social, Etude sur la situation de la jeunesse, Dakar, 1966.

² - En 1958, le Conseil de la Jeunesse d'Afrique (CJA) avait adopté le mot d'ordre du NON en direction du référendum gaulliste, à l'issue de son Congrès de Bamako. A Dakar, la jeunesse a accueilli le Général De Gaulle avec des pancartes appelant à voter NON le 28 Septembre 1958.

ont semblé être sérieusement ébranlées. Dès lors, on peut se demander par quelles médiations, la jeunesse a réussi à partir d'un événement circonscrit dans le temps et dans l'espace - les "émeutes de Thiès" lors de la campagne électorale de 1988 - à se muer en force sociale essentielle adulée par les uns et les autres et qui, forte de ce nouveau capital socio-politique use pour ne pas dire "abuse" de sa nouvelle position dans le champ socio-politique du Sénégal.

Par leur ampleur, les événements de Février 1988 ont intéressé plus d'un ; en particulier le rôle et la place des jeunes dans ces événements ont intéressé les chercheurs et les décideurs.

D'aucuns y ont vu le "vandalisme" d'une certaine "jeunesse malsaine" manipulée par des forces obscures, politiques notamment. D'autres y ont vu simplement, à l'opposé, une adhésion massive de la jeunesse aux thèses et mots d'ordre des partis politiques de l'opposition.

Ces deux interprétations ont été celles des hommes et des forces politiques qui se disputent le contrôle de cette couche sociale extrêmement importante du fait de son poids démographique et de surcroît très sensible. La passion militante qui les inspire est manifeste et interdit en conséquence de comprendre le fait social qu'elles prétendent analyser.

D'autres analyses moins subjectives ont été réalisées par la presse privée, notamment "Sud-Hebdo". Elles présentent le déferlement des jeunes comme une dimension de la crise généralisée dans laquelle se débat la société. Mais les réflexions les plus poussées ont été réalisées par Souleymane Bachir DIAGNE, Ousmane SECK et Fara MBODJ. Chacune de ces études s'intéresse au contexte général de crise et à des dimensions particulières de ce que l'on a appelé la crise de la jeunesse.

Souleymane Bachir DIAGNE considère que c'est la société globale qui est en crise et dès lors il est normal que la jeunesse soit touchée par la crise et il affirme: "il y a une crise: c'est malheureusement évident. La jeunesse est au centre de cette crise : si elle est l'avenir et elle l'est, rien d'étonnant à cela. Mais tirer de toutes ces données qu'il y a une crise morale de la jeunesse, c'est sauter à pieds joints dans une conclusion

que les prémisses que voilà ne permettent pas seules¹". Il rejette les approches globalisantes qui établissent de manière mécanique un rapport de cause à effet entre la crise de la société et celle de la jeunesse.

Pour Ousmane SECK, "la crise actuelle est une crise dans la communication. Mais plus que cela, c'est une crise de la communication ²" Après avoir montré que la société sénégalaise est une "société en rupture", il met en évidence que celle-ci vit une crise profonde et multidimensionnelle. Le "lien social" est en question et la jeunesse est malade d'une absence de communication avec le reste du corps social. En conséquence le mouvement de Février 1988 doit être considéré comme une réaction à cette "a-communication"

Quant à Fara Mbodj, il montre que "si l'écrasante majorité des jeunes est en dehors des partis politiques, il n'en demeure pas moins qu'ils peuvent entretenir des relations épisodiques, éphémères suivant que la réponse des partis touchent à peu près à leurs angoissantes interrogations"³ Il montre, par ailleurs, que "pendant la campagne électorale on constate un brusque changement des comportements surtout à l'égard des jeunes". Il y a une "inversion des rapports d'autorité... Cet état de fait amène les jeunes à prendre conscience de leur force". Pour lui Février 1988 est une "irruption inattendue", une "irruption brutale" de la jeunesse sur le terrain politique.

Ces différentes études ne donnent pas un éclairage suffisant sur le processus de transformation de la lutte revendicative des ^{élèves} et des étudiants en une dimension importante de la lutte des partis politiques pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique. Autrement dit elles ne s'intéressent pas au lien qui a existé en un moment entre deux mouvements sociaux qui ont cohabité, chacun ayant ses enjeux et ses acteurs, avant de se confondre au lendemain du scrutin du 28 Février. Dans la même perspective, il n'est pas mis suffisamment en lumière la position de la jeunesse dans l'espace social et le champ du pouvoir. Or il eût été indispensable de s'intéresser à ces aspects pour appuyer ou infirmer la thèse de l'irruption.

¹ DIAGNE (S.B.), "Quelques considérations sur la crise morale de la jeunesse " in Gestu NS N°5-6, Dakar, Mars 1989

² SECK (O), Société, jeunesse et crise: la communication sociale en question, mémoire CAIEPJS, INSEPS, Dakar, 1990

³ MBODJ (F), Jeunesse et phénomène partisan, mémoire INSEPS, Dakar, 1990

Aussi la présente étude s'emploiera -t-elle à " découvrir " les différentes articulations qui ont existé entre le champ de la jeunesse et le mouvement politique. Pour ce faire, il importe d'analyser le champ de la jeunesse avec sa logique propre, ses enjeux et ses règles de fonctionnement.

En outre, l'étude s'emploiera à montrer que la jeunesse a de tout temps participé de manière active aux luttes sociales et politiques au Sénégal. Sous ce rapport, plus qu'une irruption le mouvement de Février 1988 correspond à une éruption; la jeunesse ayant profité d'un contexte et de conditions favorables pour "s'écarter".

Volontairement, l'étude considérera comme des données les spécificités du contexte urbain ainsi que les trajectoires spécifiques des agents sociaux.

L'espace urbain est le produit de l'accumulation mais il ^{est} en même temps le lieu privilégié de l'accumulation du capital réel et/ou symbolique, le lieu de concentration de tous les flux (savoir, économique, etc.). C'est aussi le lieu du pouvoir ; celui-ci procède de l'urbain et le monde rural en a fait les frais tout au long de l'histoire. Il est en même temps le lieu de cristallisation de tous les courants qu'il arrête, fixe, formalise et redistribue. Dans cette optique, il eût sans doute été intéressant de voir pourquoi le phénomène n'a concerné que l'espace urbain. L'étude se contentera de prendre en compte cette donnée essentielle : la ville joue un rôle de centralité incontournable.

L'étude considérera également la jeunesse comme une donnée globale qui pourrait être dégrossie dans le cadre d'une étude ultérieure. Pour des raisons de temps, il n'a pas été possible de descendre jusqu'à ce niveau d'analyse qui aurait permis de dégager la structure interne du champ de la jeunesse qui a ses propres lois de fonctionnement et de transformation.

Trois postulats peuvent être retenus :

1. Il existe un mouvement social des jeunes en Février 1988 ;
2. Il existe un champ spécifique de la jeunesse avec ses agents (protagonistes), ses enjeux et ses règles de jeu. Les enjeux sont de deux ordres : d'une part la jeunesse est un enjeu de lutte entre les diverses forces politiques qui essaient toutes de la contrôler, de l'avoir avec et pour soi ; d'autre part il y a une lutte de la jeunesse en vue d'avoir de la considération et pour le mieux-être ;
3. La jeunesse ne se reconnaît pas dans la ligne de tel ou tel parti politique. Il y a eu

plutôt une synchronisation entre deux mouvements sociaux : d'une part celui des jeunes avec la crise scolaire et universitaire, le chômage endémique, l'inflation des diplômés, etc. et d'autre part celui des partis politiques pour la démocratie, l'alternance ou l'alternative ;

4. La jeunesse, à partir de Février 1988, a acquis un capital spécifique qui est valorisé dans les espaces économique, social et politique.

L'étude s'inscrit dans une perspective de sociologie dynamique. Ainsi elle sera organisée à partir des thèses qui considèrent que le conflit est le principal moteur de l'histoire, en tant qu'il constitue un "invariant" qui est en permanence dans toute société et que les conflits sociaux sont des conflits d'intérêt qui opposent deux groupes et deux groupes seulement : dominants et dominés. En nous référant à Pierre BOURDIEU qui considère que "la crise comme conjoncture, c'est-à-dire comme jonction de séries causales indépendantes, suppose l'existence de mondes séparés mais qui participent du même univers à la fois dans leur principe et dans leur fonctionnement actuel : l'indépendance de séries causales (...) suppose l'autonomie relative des champs ; la rencontre de ces séries suppose la dépendance à l'égard des structures fondamentales -notamment celles de l'économie- qui déterminent l'axiomatique qui crée l'évènement historique..."¹, nous avons retenu trois moments dans notre analyse du phénomène considéré.

D'abord situer le champ de la jeunesse au sein du pouvoir avec lequel il est en rapport. C'est-à-dire ^{dire} décrypter le rapport du microcosme au macrocosme avant d'une part ^{d'} analyser la structure interne du champ de la jeunesse qui a ses propres lois de fonctionnement et de transformation et d'autre part analyser les "habitus" des occupants des différentes positions pour voir comment ces dispositions, qui sont des produits d'une trajectoire sociale et d'une position à l'intérieur du champ, trouvent une occasion plus ou moins favorable de s'actualiser².

Diverses techniques ont été combinées pour la réalisation de l'étude. Elles ont consisté en des entrevues avec des acteurs, des autorités administratives et politiques, l'analyse et l'interprétation des documents existants. Il n'a pas été élaboré de

¹ BOURDIEU (P), Homo Academicus, Paris, Editions Minuit, 1984.

² Cf BOURDIEU (P), "Le Champ littéraire", in Actes de la Recherche en Sciences Sociales, N°9, Septembre 1991, pp 4-46

questionnaire ; l'entrevue et l'entretien libre ont été privilégiés. Les résultats ont été pondérés par l'analyse des documents mais aussi la connaissance particulière que nous avons du problème.

PREMIERE PARTIE :
DE L'INTEGRATION A L'EXCLUSION

CHAPITRE 1.
LES FONDEMENTS D'UN MALAISE

1. LA JEUNESSE DANS LA SOCIÉTÉ SENÉGALAISE PRÉ-COLONIALE

En abordant l'étude des sociétés africaines, nombre d'auteurs et parmi les plus crédibles ont tendance à opposer une Afrique dite traditionnelle à une Afrique dite moderne. Une telle approche semble mettre entre parenthèse la cause principale de la césure, le fait colonial. Or précisément, avant la poussée impérialiste et en dépit des spécificités notées çà et là et qui survivent encore aujourd'hui, il existe un dénominateur commun à l'ensemble des sociétés africaines de cette époque. En effet celles-ci évoluaient pour l'essentiel suivant l'impulsion de leurs propres forces internes tant sous le rapport de l'économie que des institutions sociales¹.

Dans le Sénégal pré-colonial, l'éducation était le fait de la collectivité tout entière et avait pour finalité l'intégration harmonieuse de l'enfant² - objet de l'éducation - à la communauté. Les limites de l'espace pédagogique se confondaient avec celles de la communauté.

Une telle démarche éducative procède d'une compréhension, d'une assimilation de cette vérité formulée par Joseph Ki-Zerbo, à savoir qu'"après la mise au monde, il reste l'éducation. Vivre, c'est persévérer dans son être. Et pour une société donnée, c'est par l'éducation qu'elle se perpétue dans son être physique et social. Il s'agit d'un accouchement collectif qui prolonge l'enfantement biologique individuel"³.

Le statut de l'enfant était ordonné par rapport à deux axes référentiels fondamentaux dont l'un, vertical, "est orienté de l'amont chronologique vers l'aval du temps et où se situent des réalités aussi déterminantes que l'ascendance génétique et parentale, l'âge, etc." et l'autre, horizontal, qui se réfère quant à lui aux alliances et associations avec d'autres lignages, d'autres jeunes. Le biologique et le socio-culturel interfèrent

¹ Aussi, avons nous choisi la colonisation comme repère historique qui nous permet de distinguer le passé de la société sénégalaise (période pré-coloniale) et son présent (période post-coloniale) ; ces deux périodes se substituent ici aux concepts de "traditionnel" et de "moderne".

² La société reconnaît plutôt le statut d'enfant qui désigne celui qui n'a pas encore été initié.

³ Joseph Ki-Zerbo, Boubacar Ly, Eduquer ou périr, UNESCO/UNICEF, Dakar 1990.

toujours pour créer des droits et des devoirs de l'enfant à l'égard des autres.

A partir de ces axes référentiels, les statuts et les conditions de vie des enfants africains évoluent sur la base du paradigme de l'intégration sociale.

Dans un tel système, l'enfant est toujours désiré parce que maillon indispensable de la survie du groupe. Il est accueilli comme un "garant du triomphe sur l'anéantissement". Aussi avait-on coutume de dire que "c'est par les enfants que nous sommes immortels".

C'est cette approche qui faisait que l'éducation n'était pas un acte individuel mais plutôt l'affaire de tous. Avec ses insuffisances (faible niveau d'abstraction et de généralisation, faible coefficient d'accumulation et de diffusion, ouverture assez faible en dehors du groupe ethnique), cette éducation était parvenue à des résultats spectaculaires, très positifs.

Elle aura, entre autres acquis, permis de réaliser la "liaison des connaissances générales à la pratique", la "liaison de l'éducation à la production", la "liaison de l'éducation à la société", la "liaison de l'éducation à la culture" du milieu, la "liaison de l'éducation avec les valeurs reconnues" de la collectivité. C'est dans ce sens que Ki-zerbo parle d'un "savoir lié"¹.

Au total donc, la société sénégalaise pré-coloniale avait réussi à secréter un système d'éducation apte à assurer l'intégration harmonieuse de l'individu à la communauté, ce qui constitue du reste sa finalité. Dans un tel contexte, le jeune se faisait le devoir de mériter la confiance et la considération, l'estime des adultes pour mériter l'accès à leur cercle car la sagesse populaire dit bien : **xale su loxoom setee mu mëna bokk ak ay mag**². En dehors de cette exception c'est la formule du **"mag jiitu rak topp"**³.

Et ce n'est pas sans pincement au coeur et sans nostalgie que l'on évoque

¹ J. Ki-Zerbo, op. cit

²- Quand l'enfant a les mains propres, il peut partager le même plat que les grands.

³ Le cadet suit ses aînés.

aujourd'hui cet âge d'or détruit par la domination coloniale. Cependant, cette éducation ne doit pas être idéalisée. Elle présente bien des inconvénients. Mais sous le rapport qui nous préoccupe, elle n'offrait pas les conditions favorables à l'éclatement d'une crise de la jeunesse sous le double angle d'une crise d'identité d'une part et d'une crise entre la génération montante et le reste du corps social, d'autre part.

2 LE CONTEXTE POST-COLONIAL : UN CADRE INHIBITEUR

Ce qui frappe dans l'examen de la pyramide des âges au Sénégal, c'est le poids démographique extrêmement important des moins de trente cinq ans. Mais c'est aussi le hiatus qui existe entre le rôle et la place qu'elle devrait occuper et la situation que lui offre la politique en cours, devenue une véritable entrave à la mobilisation de cette frange importante de la population. Cela constitue une donnée constante, vérifiable à différents moments.

Ainsi en 1969, au lendemain des événements de mai-juin 1968, le Ministre de la Jeunesse et des Sports soulignait : "Le poids de la jeunesse sénégalaise, c'est d'abord son nombre. Sur 3 780 000 habitants que comptait notre pays au 1er janvier 1969, 2 189 000 soit près de 60% ne dépassent pas 24 ans. Au rythme actuel de croissance de notre population qui est de 2,3% par an, la montée des jeunes, c'est-à-dire l'accroissement continu du nombre des jeunes par rapport à celui des adultes, irait en s'accroissant. Ce phénomène s'accompagne d'un autre : la concentration urbaine, conséquence de l'exode rural qui draine vers les villes des jeunes de plus en plus nombreux, dont beaucoup sont souvent sans perspective..."¹

Cette tendance a été effectivement maintenue voire renforcée au cours des années. Ainsi "la population estimée du Sénégal au 1er Juillet 1986² est de l'ordre de 6 764 000 habitants soit une densité de 34 habitants/km². Comparés aux pays développés et même à certains pays africains, le Sénégal passe pour un pays sous-peuplé. Cependant le taux d'accroissement de la population fait partie de l'un des plus élevés au monde et même en Afrique. Ce taux estimé actuellement à 3% signifie un doublement de la population presque tous les vingt ans. Si cette situation se poursuit

¹ Rapport à la Conférence Nationale des Enseignants UPS, Juillet 1969, Dakar.

² Les données définitives nationales du recensement de 1988 ne sont pas encore disponibles.

on atteindrait en une quarantaine d'années des densités de population que les pays développés ont mis 200 ans à atteindre. Le problème du Sénégal n'est donc pas un problème de surpeuplement, mais un problème de capacité d'insertion. En effet, les flux importants de naissances entraînent nécessairement des flux importants de demandeurs d'emplois. La population n'étant économiquement viable que quand elle produit; un déséquilibre s'instaure, dès qu'une grande partie de cette arrivée massive de nouveaux producteurs n'arrivent pas à s'insérer harmonieusement"¹

Parmi cette population, les jeunes font 5272 064 si on considère la tranche 0-34 ans, soit 77,9%. Si on considère la tranche d'âge 15-34 ans, les jeunes constituent 2 199 926 jeunes soit 32,52%. Mais comme déjà indiqué, la présente étude retient la fourchette 15-35 ans pour désigner la jeunesse.

La prise en compte correcte de cette donnée essentielle commande la définition et la mise en oeuvre d'une véritable politique de jeunesse. Celle-ci a été à la fois le fait des gestionnaires actuels du pays mais aussi des partis de l'opposition qui, à leur manière, ont cherché à trouver des réponses aux interrogations, besoins et aspirations de la jeunesse.

Pour déterminer la situation de la jeunesse dans cette phase, il sera pris en compte des indicateurs principaux que sont : l'éducation, l'emploi et les mécanismes d'insertion dans la vie sociale.

2.1 - Une jeunesse mal ou sous-scolarisée :

Le Sénégal, à l'instar de la plupart des Etats africains qui ont accédé à l'indépendance en 1960, est signataire du Plan d'Action d'Addis Abéba de 1961. Ce Plan avait pour objectif d'assurer ^{une} scolarisation universelle en vingt ans.

En janvier 1981, c'est-à-dire au moment où cet objectif devrait être atteint, l'école et l'Université sénégalaises baignaient dans une crise telle qu'il a fallu convoquer les Etats Généraux de l'Education et de la Formation (EGEF).

Les divers participants à ce débat national : autorités administratives, enseignants, autorités religieuses, politiques coutumières après avoir procédé à un diagnostic profond et sans complaisance ont noté que la crise du système éducatif sénégalais

1

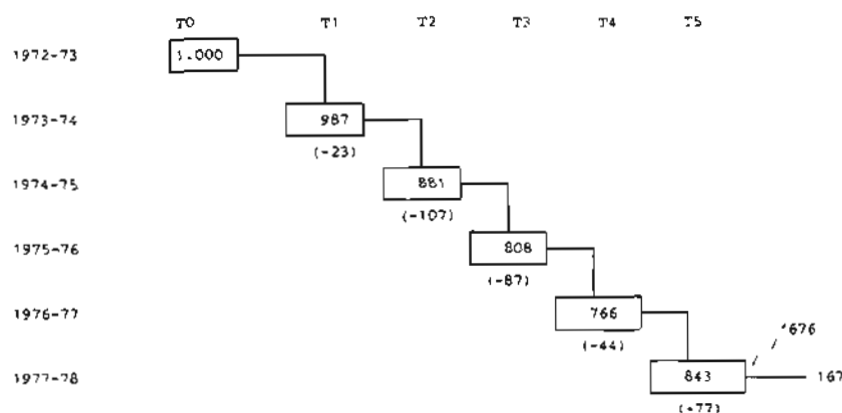
était très profonde. Cette crise touche à la fois aux finalités, objectifs et structures de l'éducation ainsi qu'aux moyens et aux personnels.

En particulier, "l'école est malade de son orientation anti-nationale, anti-démocratique et anti-populaire"¹.

Au moment où se tenaient les EGEF, le taux de scolarisation tournait autour de 30%. Autrement dit environ 70% de la population en âge d'aller à l'école n'y avaient pas accès. Il s'y ajoute le taux élevé de déperdition scolaire.

En considérant la période 1972/73 - 1978/1979 c'est-à-dire le tampon entre l'adoption de la loi 71-36 du 6 juin 1971 portant loi d'orientation de l'Education Nationale et les EGEF les constatations suivantes s'imposent:

GRAPHIQUE : Evolution d'une cohorte



Source : Ibrahima CISSE, "Retards et Echecs scolaires" in Vérité N°10 Septembre-Octobre 1980.

Trois étapes semblent intéressantes dans ce schéma bâti sur un échantillon de 1 000 élèves et qui ne prend en compte que les abandons dans le décompte des déperditions :

- à T2 qui correspond au CE1 le nombre d'abandons par rapport à T1 est le plus élevé du cursus honorum
- à T5 (CM1) le nombre d'abandons atteint son niveau optimal
- à T5 (CM2) 77 élèves sur 1 000 sont récupérés et renforcent les effectifs des CM2 dégarnis par des déperditions successives mais aussi les meilleurs parmi les

¹

candidats malheureux de la session précédente sont récupérés dans l'optique d'améliorer les résultats de fin d'année.

Malgré tous ces efforts 16,7%, en fin de parcours, franchissent essouffés le cap du concours d'entrée en 6ème.

Dès lors, deux remarques s'imposent :

- par rapport à T5 le taux de déperdition est de 67,6%
- par rapport à T0 les déperditions atteignent 83,3%

Ces échecs massifs qui deviennent la règle générale ne prennent pas en compte les redoublements qui renforcent le sentiment de frustration de l'élève et de ses parents.

En 1972/73, les taux de redoublement par région sont les suivants :

TABLEAU N°1 : Redoublement scolaire

REGION	Cap-Vert	Casamance	Diourbel Louga	Fleuve	Sine Saloum	Thies
%	17,8	16,8	16,8	17,6	17,7	17

Sources : Statistiques scolaires du M.E.N. reproduites par Ibrahima CISSE, Vérité n°10 - Septembre Octobre 1980

"Le système fonctionne de manière désastreuse : une bonne partie des enfants ne va pas dépasser les premières classes...

... Les déperditions ne viennent pas de ce que les élèves manquent d'assiduité mais de ce qu'on les a placés dans une situation invraisemblable. Conséquences inévitables : un coût assez élevé et en même temps une sélection aboutissant à écarter des esprits doués et inventifs pour faire réussir surtout ceux qui ont une mémoire répétitive" souligne J. BUGNICOURT.

"... Le système aboutit à retirer de la production un certain nombre de jeunes et en fait retomber beaucoup dans l'analphabétisme parce que ceux qui abandonnent après un ou deux ans ne trouvent plus chez eux la possibilité de lire" ajoute-t-il.

Le système ne semble pas fonctionner mieux au niveau des autres ordres d'enseignement. Il s'y ajoute que le contenu et les programmes d'enseignement ne sont pas articulés à la vie, à la production.

L'école de ce fait perpétue et accentue les rapports entretenus naguère avec la puissance coloniale. En effet, au moment de l'indépendance les nouveaux dirigeants du pays ont perpétué le système hérité de la colonisation. Or, ce dernier avait été mis en place dans le but de former une véritable armée de gens de services indispensables à la réalisation du projet colonial : interprètes, agents d'administration, auxiliaires politiques et judiciaires, représentants et défenseurs idéologiques, tirailleurs et employés. La consolidation et le renforcement de l'administration coloniale ont été pour beaucoup au principe de l'extension et du développement de l'Ecole¹. Du coup la dynamique interne de la société sénégalaise était interrompue, tout au moins bouleversée.

Les nouvelles autorités étaient sans doute encouragées dans cette voie parce que l'indépendance a provoqué un développement prodigieux de l'emploi tertiaire qui offre ainsi des perspectives intéressantes aux produits du système scolaire. Un tel système, selon les EGEF, est inadapté tant dans ses modes de recrutement et d'évaluation (qui aboutit à la sélection/élimination) que dans ses finalités (inaptes à promouvoir le développement économique et social). BELLONCLE parle de "mal scolarisation"²

Le fait que l'école n'ait pas fondamentalement changé depuis la période coloniale est ainsi un indice que de vraies mutations sociales ne sont pas produites car "l'éducation est la fille d'une société globale donnée et s'adapte aux mutations de ladite société". **"La société globale coloniale s'est retirée en laissant derrière elle son école** comme une bombe à retardement qui n'a pas été désamorcée et adaptée en fusée porteuse d'une société délibérément et systématiquement restructurée pour un développement autocentré"³.

Aussi les EGEF ont-ils préconisé une école nouvelle "nationale, démocratique, conçue et fonctionnant dans l'intérêt du peuple ; ouverte sur la vie, intégrant largement dans la formation des jeunes le travail productif, accordant une place privilégiée à la

¹ NIANE (B). Des Instituteurs aux Enarques. "L'Ecole Normale William PONTY, L'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole Nationale d'Administration dans le processus de formation de la classe dirigeante au Sénégal". EHESS, Paris. 1987

² BELLONCLE (G). La question éducative en Afrique Noire. Paris, Karthala, 1989

³ KI-ZERBO (J), Boubacar LY. Eduquer ou Péner. UNESCO-UNICEF. Dakar, 1990



formation professionnelle ; laïque, tout en intégrant la dimension religieuse dans la tolérance et la liberté de pensée et de conscience ; capable de former l'esprit de compréhension et de paix entre les peuples, le respect de l'autre, l'attachement à la démocratie et à la justice"¹.

Pour atteindre cette finalité, les EGEF ont caractérisé à la fois la société au service de laquelle se meut l'école nouvelle ainsi que l'homme qu'elle doit former. Il s'agit d'une part d'"une société de justice sociale, de démocratie, de progrès, d'une société libérée aux plans économique, social et culturel ; d'une société développée et fondée sur le respect des valeurs traditionnelles et ouverte aux progrès scientifiques et techniques ; d'une société valorisant le travail manuel comme facteur d'éducation et de développement" et d'autre part d'"un homme libre politiquement, matériellement et culturellement ; un homme réconcilié avec lui-même, tolérant, actif et créateur ; un homme doué de sens civique, moral et patriotique, ayant le sens de l'honneur et de la dignité"².

En somme la politique éducative préconisée par les EGEF s'articule autour de trois axes fondamentaux : démocratisation de l'enseignement par sa ^{généralisation} à tous les enfants de 3 à 16 ans qui doivent recevoir la même formation dans un "tronc commun", adaptation de l'enseignement aux réalités nationales, unification des structures accompagnée d'une décentralisation des moyens et d'une concertation à tous les niveaux entre les partenaires impliqués dans l'oeuvre d'éducation.

2.2 L'inflation des diplômés

De nombreux signes existent et traduisent l'inadéquation du système éducatif et notamment de sa composante enseignement supérieur au contexte économique et social du pays. Ainsi en dépit de l'insuffisance du rendement interne qui se traduit par de fortes déperditions et une faible production de diplômés par promotion arrivés au terme du cursus, l'on assiste depuis 1982 à la prolifération de diplômés d'études supérieures dans diverses disciplines et de tous niveaux voués à un chômage prolongé malgré plusieurs tentatives de recherche d'un premier emploi. Ceci se traduit

¹ Rapport Commission N°1 des EGEF

² EGEF. Rapport Commission N°1, rapporté dans la Brochure intitulée L'École Nouvelle, Dakar, 1986

par un rendement social très bas estimé à 8,9%.

Aussi la faiblesse du rendement externe de l'enseignement supérieur pose-t-elle le problème du chômage des jeunes, notamment l'inflation des diplômés de l'enseignement supérieur.

Le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur a commencé en 1982-83. En l'absence de statistiques officielles détaillées sur le marché du travail et d'études de suivi des sortants de l'Université, il s'avère difficile d'estimer avec précision le nombre de diplômés au chômage. Ils étaient 820 en 1984. Aujourd'hui, il y aurait selon diverses estimations officielles 2000 et 3000 diplômés de l'enseignement supérieur en chômage. Au départ, le phénomène concernait les seuls diplômés de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques. Actuellement il s'est étendu aux "sortants" des Facultés des Lettres et Sciences Humaines qui sont obligés de passer un concours pour accéder à l'Ecole Normale Supérieure. Il n'épargne pas non plus les médecins, les chirurgien-dentistes, les pharmaciens, les ingénieurs, etc.

Paradoxalement "en même temps que le chômage des diplômés devient un grave problème social, on observe une pénurie de spécialistes dans certains domaines, comme l'atteste la présence ininterrompue d'experts étrangers... on compte au moins encore 250 experts et 245 techniciens étrangers employés dans l'économie sénégalaise. Il y a, en outre, 930 coopérants dont 592 enseignants" souligne la Banque Mondiale ¹.

Cette situation fait que loin d'être des spectateurs idéalistes et compréhensifs de la crise économique, les étudiants sont aujourd'hui directement touchés par le chômage. Avec des aspirations et quelquefois des origines d'employés "bourgeois", ils sont tout à coup traités comme des employés prolétariens ou, ce qui est pire, comme des membres de l'armée de réserve des chômeurs. Ils ressentent une certaine rancœur envers leurs aînés. Alors qu'ils ont la conviction d'être qualifiés et très compétents, leur première expérience d'adulte responsable est de découvrir qu'ils sont économiquement inutiles et que l'institution où ils ont travaillé durement pour obtenir diplômes et distinctions académiques ne leur a été - économiquement parlant-

¹ Banque Mondiale, op. cit. p.21

d'aucune utilité.

2.3 - Un chômage endémique

L'emploi constitue un véritable casse-tête au Sénégal. Il s'analyse en termes de rareté et de précarité surtout pour les jeunes.

Depuis l'indépendance, "le problème du chômage (devenait) de plus en plus préoccupant étant donné le déséquilibre qui existe entre la formation et l'emploi d'une part et le rythme de création d'emplois nouveaux eu égard au taux de l'accroissement démographique"¹. A titre illustratif, le Ministre de la Jeunesse et des Sports citant le "rapport de réflexion" du Secrétariat Général de la Présidence de la République faisait remarquer que : "Si on se réfère à l'emploi, le nombre d'emploi actuel est au Sénégal de 125 000 dont 55 000 dans le secteur public et 70 000 dans le secteur privé. Pour ces 125 000, 75 000 exigent des connaissances.

Si l'on prend comme base le taux de 3%, qui assure le renouvellement annuel nécessaire, le Sénégal offre 2 250 emplois par an. Si l'on y ajoute une croissance du nombre d'emplois due à l'expansion, soit 1100 emplois, on s'aperçoit que 3250 emplois sont offerts à près de 8000 jeunes ayant reçu une formation à des niveaux divers. A titre d'exemple, on considère qu'à Dakar il y a 10 000 travailleurs actuellement disponibles dont 3600 sont qualifiés.

Si l'on tient compte par ailleurs que les promotions formées sont de plus en plus nombreuses... on peut craindre que la masse des jeunes désœuvrés, illettrés, soit rejointe par des scolaires sans travail, leurs frères et en dénuement et en amertume mais beaucoup mieux préparés à fournir des cadres à la contestation ou à la révolte².

Cette situation déjà préoccupante s'est renforcée au cours des deux décennies qui ont suivi. A cause d'une synergie, d'une conjonction de facteurs liés notamment à la crise économique (chocs pétroliers, sécheresse, rapports Nord/Sud) mais aussi aux effets des politiques d'ajustement (vérité des prix, Plan de Redressement Economique

¹ Communication sur les problèmes de la jeunesse sénégalaise présenté par le Ministre de la Jeunesse et des Sports au Conseil Interministériel du 15 Juin 1970.

² Communication sur les problèmes de la jeunesse sénégalaise, présentée par le Ministre de la Jeunesse et des Sports au Conseil interministériel du 15 Juin 1970

et Financier, Programme d'Ajustement Structurel à Moyen et Long Termes).

Ainsi en 1986, la situation de l'emploi donnait les chiffres ci-après :

TABLEAUX 2 et 3 : Répartition de la population active

AGE	TOTAL			MASCULIN			FEMININ		
	ACTIFS	OCCUPES	CHOMEUR	ACTIFS	OCCUPES	CHOMEUR	ACTIFS	OCCUPES	CHOMEUR
6 - 9	255820	163360	92460	168100	117010	51090	87720	46350	41370
10 - 19	445010	361270	83740	357290	314920	42370	87720	119440	19690
20 - 29	551300	475810	75490	412170	356370	55800	139130	122030	13970
30 - 39	453530	416950	36580	317530	294920	22610	136000	94870	4870
40 - 49	293830	280470	13360	194090	185600	8490	99740	61180	1400
50 - 59	201290	195800	5490	138710	134620	4090	62580	41070	1270
60 -ET+	162730	156660	6070	120390	115590	4800	42340	27670	5030
TOTAL	2363510	2050320	313190	1708280	1519030	189250	655230	512610	87600

Source : RGPH, Mai-Juin 1988. Résultats au dixième (échantillon). Données provisoires

AGE	TOTAL	MASCULIN	FEMININ
6 - 9	29.26	39.22	19.69
10 - 19	29.62	49.04	11.33
20 - 29	51.81	85.51	23.90
30 - 39	64.78	96.30	36.71
40 - 49	69.35	96.08	44.99
50 - 59	63.66	87.91	39.50
60 ET+	48.13	68.28	26.18
TOTAL	45.26	68.19	24.12

Source : IBID.

Répartition de la population totale 10 ans et + selon l'âge et la situation individuelle d'activité (Source Direction de la Statistique, situation économique, éd. 1986).

Ce tableau ne rend pas suffisamment compte de la situation de l'emploi dans la mesure où les spécificités ne sont pas suffisamment prises en compte. Ainsi les ruraux qui constituent plus de 70% de la population totale et qui ne travaillent que pendant trois mois sur douze et ne disposent pas de lopin de terre propre, sont considérés comme faisant partie de la population active. Ce sont précisément ces millions de jeunes désœuvrés la plupart du temps qui s'adonnent à l'exode et constituent une immense "armée de réserve" faisant les pieds de grue devant les unités industrielles à la recherche d'un travail journalier et peu rémunérateur. Sont également considérés comme actifs les innombrables jeunes non scolarisés ou mal scolarisés qui imaginent des stratégies de survie et s'adonnent à divers petits métiers

: vendeurs à la sauvette, laveurs, cireurs, etc¹.

En l'absence de données statistiques (qui seront peut-être disponibles dans le cadre de l'approfondissement du présent travail) on peut noter "que quelques départements ministériels et des organisations non gouvernementales (ONG) ont initié des actions en faveur de l'emploi des jeunes"²

Cette constatation contenue dans les documents officiels est à elle seule révélatrice de la situation de l'emploi conçu comme le "cadre (non précaire) dans lequel s'exerce un travail rémunérateur et créateur".

"L'Etat a ainsi initié, par l'intermédiaire du Ministère du Commerce, une opération dénommée "Magasins-témoins" dont l'un des objectifs explicites était la création d'emplois au profit des titulaires du Diplôme de Fin d'Etudes Moyennes (DFEM). Elle a permis de donner un emploi rémunérateur à 166 jeunes.

Entre également dans ce cadre l'opération "kiosques à pain" qui a été lancée dans toutes les régions du pays. Plus de 1500 jeunes chômeurs d'un niveau de formation généralement très bas (CEPE) ont pu trouver du travail..."³

Le Groupe Opérationnel Permanent d'Etude et de Concertation (GOPEC) créé en 1978 a financé et encadré 37 projets pour un montant de 422 millions. Le nombre d'emplois ainsi créés s'élève à 1968...

Mais toutes ces actions n'ont pas éradiqué le chômage des jeunes. L'emploi continue d'être un besoin préoccupant. Au contraire on peut les considérer comme une goutte d'eau dans la mer tant leur seuil est encore estimé en terme de dizaines et de centaines alors que les besoins sont exprimés en centaines de mille. On pourrait légitimement se demander s'il y a une politique suivie de l'emploi de la part des pouvoirs publics. Est-ce qu'il y a eu une approche suffisamment prospective de l'emploi et qui se traduit par une planification rigoureuse ? On peut aussi s'interroger sur l'^{efficacité} des politiques d'incitation à la fixation des ruraux à la campagne à travers les micro-projets de développement.

¹ Voir notamment : Léna Diamé NDIAYE et Birama SARR "Etude d'un sous-produit du tourisme : les "antiquaires" de la Petite Côte (Mbour)", ENAES, Dakar, 1990-1991

² Communication du Ministre de l'Emploi, 1982

³ Ibid

2.4 Des moyens culturels et socio-éducatifs insuffisants

La jeunesse vit dans un environnement culturel pauvre marqué par l'absence de cohérence dans les stratégies et l'absence d'infrastructures. Ainsi la jeunesse culturellement "démunie", est poreuse aux agressions de la culture des pays du Nord du fait du développement extraordinaire des nouvelles technologies. Ainsi se forge une personnalité, une conscience de jeune selon des canons autres que ceux prévus et mis en place par la collectivité. Dès lors s'installe une crise, un conflit entre le jeune et sa société.

Pourtant dans sa communication Conseil interministériel consacré aux problèmes de la Jeunesse en mars 1970, le Ministre de la Jeunesse et des Sports soulignait : "différentes formules d'animation ont été conçues ces dernières années à l'occasion de journées d'études, séminaires et autres sessions de réflexion, mais sorties de l'atmosphère enthousiaste des salles de congrès, toutes les résolutions qui ont été prises jusqu'ici se sont envolées dans l'univers des vœux pieux.

La vérité c'est que les jeunes ne trouvent plus dans leur "maison ou foyer", un climat de confiance favorable à leur participation à son fonctionnement. Il faut donc reconsidérer la question après dix années d'indépendance, en rendant la maison des jeunes aux jeunes.

Pour ce faire, il faut dépolitiser pour mieux repolitiser la maison des jeunes.

- Dépolitiser la maison de jeunes signifiant alors lui restituer sa vocation première en ouvrant toutes les portes à tout venant
- La repolitiser impliquerait une notion de reconversion de sa mission dans un souci d'adaptation et d'intégration à l'instar de toutes les institutions socio-économiques dans le circuit de la production¹.

Après l'expérience "concluante" du Centre Régional d'Education Populaire et Sportive (CREPS) de Diourbel, les Centres Départementaux d'Education Populaire et Sportive (CDEPS) vont prendre le relais des anciennes Maisons des Jeunes et de la Culture.

Institué par le Décret N° 74.856 du 16 Août 1974, le CDEPS placé ^{sous} la tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports "est une expérience originale qui s'inspire des

¹

Communication au Conseil Inter-ministériel du 15 Juin 1970

centres régionaux d'Education Populaire et Sportive français et des Maisons des Jeunes et de la Culture Sénégalais dont il est la synthèse. Il aura le mérite, en même temps que de permettre la formation des animateurs de contact, de mettre à la disposition des populations une gamme très variée d'activités socio-économico-culturelles dont elles seront, à la fois, bénéficiaires et gestionnaires"¹.

A l'heure actuelle, ils sont délaissés par les jeunes qui préfèrent organiser leurs activités en marge de l'institution perçue essentiellement comme un lieu où ils peuvent louer une salle de spectacle susceptible d'abriter des bals.

En effet, les CDEPS faute de moyens sombrent dans une léthargie totale et se transforment en simple structure administrative. Ils fonctionnent sur la base des crédits alloués au Service Départemental de la Jeunesse et des Sports. Or ceux-ci varient entre 100 000 et 150 000F CFA par semestre. Dans le souci d'accroître les moyens mis à leur disposition, les animateurs n'ont trouvé d'autre formule que de transformer l'institution en "centre privé de formation professionnelle" dispensant des cours de dactylographie, de couture et de broderie, etc à moins de 150 jeunes en moyenne par département. Mais le CDEPS semble être surtout délaissé du fait de son mode de gestion qui impose le diktat des pouvoirs publics aux jeunes qui se perçoivent comme une simple caution.

Au plan culturel, on note la présence dans les capitales régionales de "Centre Culturel Africain" qui abrite une bibliothèque constituant ainsi l'arbre qui cache la forêt. A titre illustratif la situation des centres culturels se présentent ainsi qu'il suit : à l'exception de Dakar qui en compte sept (07) dont six (06) étrangers implantés tous au Plateau et de Saint-Louis qui en compte deux (02) dont un (01) étranger, toutes les autres capitales régionales ne disposent que d'un seul centre. Aucun département n'en est doté.

Dans ces conditions d'inexistence d'infrastructure socio-éducative, l'école officielle a une rivale de taille, la ville elle-même. "La ville école" dont parle Joseph Ki-zerbo "est ouverte vingt quatre heures sur vingt quatre. Ses leçons semblent gratuites et il n'y a pas la sanction d'un examen. Et pourtant le coût social est extrêmement lourd"².

¹ Lettre de présentation du décret 74-858 du 16 Août 1974

² KI-ZERBO, Op. cit.

Les citoyens sont devenus, par l'effet de démonstration des classes privilégiées, les virus et les vecteurs d'une méga-culture qui sert des intérêts qui les dépassent. "Ils sont objectivement les agents de structures globales qui orientent l'avenir et téléguident un certain crépuscule des cultures originelles. Ainsi les jeunes, à travers leurs jeux, leurs sports sur les terrains vagues, leur stratégie de survie et leurs comportements déviants, transforment les rues en laboratoires et les marchés en salles de travaux pratiques "selon la formule du sociologue sénégalais Boubacar Ly¹.

Dans ce registre figurent les médias, les technologies et les politiques culturelles des pays du Nord dont l'agression permanente modèle un type nouveau de jeunes sénégalais, structure leur conscience et crée de ce fait un fossé entre la culture de ceux-ci et leur milieu d'origine. Le monde devenu un village planétaire aggrave la crise d'identité des générations montantes. Les conditions de la crise sont là : **le présent est vécu douloureusement, il est fait de déchirement et d'angoisse**. Comment surmonter cette situation si la jeunesse est exclue des centres où se prennent les décisions qui engagent le destin national et partant le sien propre ?

2.5 La jeunesse est absente des centres de décision

Cette absence s'analyse à un double niveau : d'une part il s'agit des cadres prévus afin d'assurer une concertation avec elle et d'autre part des pouvoirs institutionnels.

Le Haut Comité de la Jeunesse (HCJ) a été institué par le décret 74-968 du 25 Septembre 1974. Placé sous l'autorité du Premier Ministre, il a pour mission

- "d'assister le Gouvernement dans la définition d'une politique nationale de jeunesse ;
- " de proposer, dans ce cadre, les moyens les plus efficaces de mise en oeuvre de cette politique ;
- de veiller à la coordination des actions publiques ou privées concernant la jeunesse et à leur intégration dans le plan de développement et des grandes opérations".²

"A ce titre, il examine notamment les questions relatives à

- l'éducation péri et extra-scolaire,

¹ Ibid.

² Article 2 Décret 74-968 du 25 Septembre 1974.

- la formation et le placement des jeunes sur le marché du travail,
- la fixation au terroir des jeunes ruraux
- la mise en place d'équipements sportifs et socio-éducatifs
- l'organisation de loisirs et des activités sportives".

L'importance stratégique d'une telle structure, qui regroupe l'ensemble des départements ministériels dont l'action concourt à la prise en charge des problèmes de jeunesse, n'est pas à démontrer. Mais il faut constater que sur 33 membres, les jeunes ne sont représentés que par un membre, en l'occurrence le Président du Mouvement National des Jeunes. S'agit-il du mouvement des jeunes du parti au pouvoir tel que suggéré par la communication du Ministre de la Jeunesse et des Sports au Conseil inter ministériel de Mars 1970 ? Ou de l'UNJS ? Quoiqu'il en soit, cela revient au même au regard de la composition de l'UNJS qui ne regroupe que les jeunes de l'UPS. Dans les Comités Régionaux, la situation est pire dans la mesure où sur 19 membres, il n'est prévu aucune représentation des jeunes.

En quinze ans (1974-1988) le HCJ ne s'est réuni que deux fois alors qu'il devrait le faire une fois par an.

Au niveau de la participation à la vie politique, le même constat s'impose. Du fait, de la loi, la jeunesse est marginalisée par rapport aux centres de décision. En effet, le Code Electoral fixe la majorité électorale à 21 ans pour toutes les élections. Cette limitation a pour conséquence de l'exclure de la définition des grands choix qui engagent la vie de la collectivité nationale et/ou locale. Cette marginalisation se traduit aussi par la faiblesse de sa présence, en dépit de son poids démographique, dans les sphères du pouvoir¹.

¹ Dans le cadre de l'approfondissement du présent travail, la présence des jeunes dans les sphères du pouvoir (gouvernement, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, Collectivités locales, etc.) sera analysée.

CHAPITRE II
UN HERITAGE PLUS OU MOINS
CONSERVE

La jeunesse, dominée à la fois dans le champ social et politique aussi bien dans le contexte colonial qu'au lendemain de l'indépendance, a toujours cherché à modifier les règles du jeu. Elle a ainsi établi une tradition de participation aux luttes sociales. Cette participation a connu des moments de flux et de reflux en fonction des rapports plus ou moins solides entretenus avec les forces dites de gauche, notamment le mouvement marxiste.

1. UNE JEUNESSE FORTEMENT POLITISEE

Les moments de flux du mouvement social commencent au lendemain de la 2^e Guerre mondiale et se poursuivent jusqu'à la fin des années 60. Ils sont marqués par l'articulation entre le mouvement étudiant et les autres secteurs de la jeunesse, le premier constituant le détachement de choc. Mais il convient de souligner également l'articulation qui a existé entre le mouvement revendicatif de la jeunesse dans son ensemble et les autres forces démocratiques. Et il ne serait pas exagéré de penser que cette articulation à un double niveau a été rendue possible par le fait que les dirigeants du mouvement syndical et ceux du mouvement étudiant et élève étaient dans la plupart des cas membres de la même organisation politique et de ce fait mettaient en oeuvre une ligne politique concertée et dont l'application se faisait sur divers terrains et selon les spécificités de ces derniers. Il s'agit en l'occurrence du Parti Africain de l'Indépendance (PAI), du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) et du Parti du Regroupement Africain (PRA). Ces moments forts sont marqués par la lutte pour l'indépendance et contre les nouveaux dirigeants considérés comme étant des alliés objectifs de l'ordre colonial.

1.1. La lutte pour l'indépendance

Les années qui ont précédé l'indépendance ont été marquées par d'âpres luttes menées par la jeunesse d'Afrique en général, celle du Sénégal en particulier. Elle faisait éclater ainsi au grand jour sa volonté de prendre part à la bataille pour l'indépendance nationale. Cette période a vu la naissance des organisations solides que sont le Conseil de la Jeunesse du Sénégal (CJS), le Rassemblement de la Jeunesse Démocratique (RJDS), le Conseil de la Jeunesse d'Afrique (CJA). Sur le front scolaire, nous notons la présence de l'Association Générale des Etudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO), l'Union Générale des Etudiants (UGES).

Au lendemain de la 2^e Guerre Mondiale, après la victoire sur le nazisme, les

aspirations légitimes des populations d'Afrique qui ont pris part à la guerre à côté de la métropole pour défendre la liberté, la démocratie et la Patrie, seront déçues. L'exploitation s'accroît et les peuples africains comprennent que la Conférence de Brazzaville n'était rien d'autre que l'élaboration d'une nouvelle formule tendant à perpétuer la domination coloniale française. C'est alors qu'ils vont s'engager de manière résolue dans la lutte pour de meilleures conditions d'existence. Nous assistons au déclenchement des grèves et des émeutes sur tout le territoire malgré la répression massive qui leur sera opposée¹.

C'est dans ce contexte que fut créé le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), véritable creuset vers lequel convergèrent toutes les forces vives africaines résolument décidées à lutter pour la libération du continent. La jeunesse n'a pas été en reste dans ce combat ; à bien des moments elle en a constitué le fer de lance.

Ainsi sous l'impulsion du RDA et sur l'initiative des jeunes travailleurs de la Confédération Générale du Travail (CGT), il a été créé le Rassemblement de la Jeunesse Ouvrière Africaine qui sera transformé par la suite en Rassemblement de la Jeunesse Démocratique Africaine (RJDA).

Dès sa naissance, le RJDA se fixe comme buts de regrouper la jeunesse d'Afrique en un front unique et sur une base démocratique afin de l'engager dans la voie de l'action en vue de la défense de ses intérêts spécifiques, l'émancipation du continent, la sauvegarde de la paix, la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance des peuples. En outre, il s'assigne la mission "d'élever le niveau de conscience de la jeunesse et de resserrer les liens entre les franges urbaine et rurale de celle-ci, de développer la solidarité avec les jeunes et les étudiants des pays en lutte contre le colonialisme" ².

Au delà de ces déclarations de principe, le RJDA s'investit sur le terrain de la lutte concrète. Ainsi à sa Conférence du 14 Juillet 1957, il lance le mot d'ordre d'indépendance après sa propre analyse de la situation ; et à l'occasion du 1er Festival de la Jeunesse d'Afrique réuni à Bamako du 6 au 12 Septembre 1958, il fait triompher au sein du CJA le mot d'ordre d'indépendance au référendum du 28

¹ Grève des Cheminots de Dakar-Niger, des travailleurs de la Santé ou de l'Enseignement'

² Résolution Conférence Constitutive du M.D.J.S., 30 Mars 1970'

Septembre 1958. La jeunesse sénégalaise a joué un rôle de tout premier ordre dans ces succès du RJDA, notamment par l'entremise du Conseil de la Jeunesse du Sénégal (CJS) et du Rassemblement de la Jeunesse Démocratique Sénégalaise (RJDS).

Le CJS créé en 1950 sous l'impulsion de la WAY (Assemblée Mondiale de la Jeunesse, World Associations Youth) à l'initiative des organisations classiques que sont les Scouts, les Eclaireurs, les Coeurs Vaillants Ames Vaillants, les Francs et Franches camarades etc., verra son orientation changée radicalement à partir de 1952-53 avec l'arrivée de la RJDA. Ainsi sous son impulsion des conseils sont créés dans d'autres pays d'Afrique Occidentale Française, ce qui permet la naissance du CJA au Congrès de Bamako en 1955.

De 1955 à 1958, le CJS coordonne l'ensemble des activités des organisations de jeunesse du Sénégal.

Le RJDS constitue le prolongement du RJDA à partir de 1959, suite à la balkanisation. Il sera dissout à la demande du Mouvement des Jeunes de l'Union Progressiste Sénégalaise (MJUPS) par le Ministre de l'Intérieur en 1961 au retour du 1er Forum Mondial de la Jeunesse tenu à Moscou la même année¹.

Sur le terrain universitaire, le même dynamisme est noté. Il a pour précurseur l'Association Générale des Etudiants de Dakar (AGED), créée en 1953. Dès sa naissance l'AGED se met aux côtés des forces démocratiques dans leur lutte pour l'indépendance. C'est grâce à sa lutte que l'Institut des Hautes Etudes de Dakar a été transformé en Université.

En 1958, l'AGED donne naissance à l'Union Générale des Etudiants de l'Afrique Occidentale (UGEAO) qui va marquer à son tour les luttes du mouvement étudiant africain. La section sénégalaise de celle-ci était l'Union Générale des Etudiants Sénégalais (UGES). Toutes deux ont entretenu des rapports étroits avec les organisations démocratiques de jeunes (CJA), d'étudiants (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire - FEANF-) et de travailleurs (Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire -UGTAN -). En créant l'Université Populaire Africaine (UPA), elle va faciliter sa liaison avec les masses africaines à la prise de conscience desquelles elle apporte

1

A ce Forum le MJUPS avait été marginalisé au profit du RJDS.

une contribution irremplaçable. Il y a donc une jonction effective entre l'intelligentsia, la classe ouvrière et les autres détachements de la jeunesse dans la lutte pour l'indépendance et contre la balkanisation.

L'UGEAO et l'UGES seront sévèrement réprimées et dissoutes en 1964 par les autorités sénégalaises, détentrices du pouvoir depuis 1960.

Ainsi donc à partir de 1961, le nouveau pouvoir en place est parvenu à étouffer les organisations représentatives de la jeunesse. Commence alors une période de relative accalmie qui va durer jusqu'en 1964.

1.2 La première décennie de l'indépendance

A la dissolution du RDJS, les "démocrates"¹ qui étaient restés se sont retrouvés pour créer en 1961 la Ligue de la Jeunesse du Sénégal (LJS). Cette dernière ne va pas échapper à l'ostracisme dont les organisations précédentes ont été les victimes. Comme elles, la LJS sera étouffée et finira par disparaître.

Dans le même temps, les nouvelles autorités du pays vont tout mettre en oeuvre pour inféoder la jeunesse et l'infléchir dans le sens du soutien à la politique conduite par l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS)².

Sur le terrain scolaire et universitaire, cette période sera marquée par l'absence d'une organisation démocratique unique capable de prendre en charge les revendications du mouvement étudiant et de conduire ses luttes. Au contraire, on assiste à un foisonnement d'organisations plus ou moins proches du pouvoir (Fédération des Etudiants Libres de Dakar - FELD -, Union Nationale des Etudiants de Dakar - UNED -, Union Nationale des Etudiants Sénégalais - UNES -).

Pour inverser cette tendance, les étudiants profiteront de la chute du régime progressiste de Nkwamé NKRUMAH au Ghana, symbole de la cause à laquelle ils s'étaient identifiés, pour faire aboutir un processus de réorganisation entamé des

¹ Eléments non structurés politiquement

² C'est ainsi que sera créée en 1962, l'Union Nationale de la Jeunesse du Sénégal (UNJS) qui regroupait le Mouvement des Jeunes de l'Union Progressiste Sénégalaise (MJUPS), le Mouvement des Pionniers du Sénégal, la Fédération Sénégalaise des Foyers et Maisons des Jeunes.

années auparavant.

C'est dans ces circonstances que sont nées l'Union des Etudiants de Dakar (UED) le 28 Février 1966 et l'Union Démocratique des Etudiants Sénégalais (UDES) en Décembre 1966.

Ces deux organisations étroitement liées aux masses laborieuses et aux mouvements de jeunesse imprimeront l'une des plus belles pages du mouvement étudiant de Dakar. Elles ont été à la base des conquêtes essentielles du mouvement étudiant¹.

Leur jonction avec l'Union Nationale des Travailleurs du Sénégal (UNTS) et le Mouvement Démocratique de la Jeunesse Sénégalaise (MJDS) a permis à l'UED et à l'UDES, de jouer un grand rôle dans l'élévation du niveau de conscience des travailleurs dans le cadre des écoles syndicales et le parachèvement de la mise en place de l'Université Populaire Africaine pour "barrer le chemin à un enseignement obscurantiste et sélectif"².

C'est sous la direction de ces organisations que le mouvement étudiant allié à la classe ouvrière fera les journées historiques de Mai 68. Cela infirme la thèse selon laquelle Mai 68 à Dakar a été importé à partir de l'agitation universitaire qui se déroulait au même moment en France. Il faut cependant noter le glissement du terrain politique vers le mouvement étudiant. En effet les dirigeants de l'UED et de l'UDES qui étaient pour la plupart des militants du PAI étaient convaincus qu'ils avaient la mission historique de contribuer à porter au prolétariat, l'idéologie de sa libération, d'assurer la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier.

C'est cette articulation qui aura facilité la convocation en Mars 1970 de la Conférence Constitutive du Mouvement Démocratique de la Jeunesse Sénégalaise (MDJS) à l'initiative des Jeunesses Travailleuses de l'UNTS et du mouvement étudiant.

A sa naissance, le MJDS se fixe comme objectif de regrouper "toutes les associations dans un vaste mouvement national, large et démocratique et qui insère

¹ Création du Centre des Oeuvres Universitaires (COUD)

² Résolution Générale de la Conférence Constitutive du MDJS. Dakar. 30 Mars 1970

son action dans celle du peuple"¹. Au delà de cette ambition, la Résolution issue de la Conférence Constitutive a proposé une plate-forme de mobilisation autour des thèmes centraux ci-après :

"- la promotion politique de la jeunesse démocratique, laïque, unie et progressiste susceptible de favoriser l'épanouissement de la personnalité du jeune sénégalais et pour une prise de conscience correcte de ses responsabilités et de ses devoirs dans le combat général du peuple pour la démocratie, la justice sociale et le progrès..."

- "La mise en oeuvre d'un tel programme exige, selon la même résolution, des tâches de mobilisation, d'éducation et d'information de la jeunesse. Elle requiert surtout la participation constante à la bataille que mène le peuple pour le respect des libertés démocratiques et la réorientation de la politique sociale, économique et culturelle du pays.

" Elle postule la volonté de promouvoir et de renforcer un vaste regroupement à l'échelon continental de la jeunesse démocratique et patriotique de tous les pays africains autour d'un programme d'action conforme aux objectifs de progrès, de démocratie et d'unité africaine véritable."

La Conférence Constitutive terminait en renouvelant "sa foi en un Sénégal réellement indépendant et résolument engagé dans la construction du socialisme" et encourageait "la lutte héroïque de la jeunesse sénégalaise pour le progrès et l'indépendance nationale".

Le MDJS n'obtiendra jamais son récépissé et ne mettra pas en oeuvre ce programme d'action.

En effet, en 1971 la répression s'est abattue à nouveau sur le mouvement démocratique national. L'UDES et l'UED sont décapitées ; leurs dirigeants emprisonnés et/ou exclus. Le 26 Février 1971 l'Université est fermée, 49 (quarante neuf) étudiants sont définitivement exclus conformément aux dispositions du Décret n°71.302, douze d'entre eux sont enrôlés dans l'armée où ils vont séjourner pendant dix-huit mois².

¹
Ibit

²

Ils constituent aujourd'hui les principaux dirigeants des partis de gauche, notamment de la LD/MPT : Abdoulaye BATHILY, Mbaye DIACK, Famara SARR, ...ainsi que Mamadou DIOP Decroix de AJ/PADS. Alousseynou CISSE est mort en Casamance durant son incorporation.

Les dirigeants du mouvement étudiant, en souffrant le martyr et en payant de leur liberté ont acquis ainsi un capital symbolique d'un poids certain et qui sera investi par la suite dans leur carrière politique.

2 La démarcation

Le mouvement étudiant qui a toujours constitué l'avant-garde ayant été décapité, la réorganisation ou plus exactement le retour sur la scène socio-politique va se faire essentiellement par le biais des Associations Sportives et Culturelles (ASC) qui deviennent un nouveau créneau à investir. Celles-ci vont constituer des cadres de repli et des laboratoires de l'expérimentation de la "culture nouvelle" dont la jeunesse était porteuse. Nous assistons à euphémisation du discours politique. Si les dirigeants sont toujours les hommes politiques, le discours et les formes d'intervention ont été profondément modifiés. L'explication doit en être recherchée dans la dénonciation de la politisation par le pouvoir des organisations de jeunesse en vue de les embrigader. Dès lors, les hommes politiques qui ont développé et fait partager ces thèses doivent faire face à leurs tours à la dénonciation de la caporalisation.

Le mouvement étudiant, au détour de l'assassinat du leader du PAIGC Amilcar Cabral, va tenter de se réorganiser et lutter contre le "Statut Provisoire" institué en 1971 à l'Université et qui signifie la "liquidation des franchises universitaires et la militarisation de l'Université". Ainsi naquit l'Association Générale des Etudiants Sénégalais (AGES) qui subira à son tour la répression au prétexte qu'il s'agissait d'une "minorité agissante", de "meneurs téléguidés de l'extérieur". Comme par le passé, de nombreux étudiants furent exclus et d'autres emprisonnés.

Deux années plus tard, l'Union des Etudiants Sénégalais (UES) allait naître des flancs de l'AGES confinée dans la clandestinité. L'UES née le 23 Mai 1976 ne fera pas long feu : elle éclatera sous le prétexte qu'elle s'adonnait à un "légalisme plat" selon ses détracteurs alors que ses défenseurs voulaient en faire un "cadre de masse unitaire". Elle aura surtout éclaté du fait de ses contradictions internes.

Il semble, en effet, autorisé d'affirmer que si le mouvement de la jeunesse a été affaibli au cours de cette période c'est moins du fait de la répression que de l'éclatement et de l'éparpillement de la famille marxiste en divers groupuscules plus préoccupés à se combattre les uns les autres que d'organiser le mouvement

populaire.

C'est ainsi qu'à compter de 1979, diverses organisations vont exister sur le terrain universitaire. Toutes affirment travailler à la réorganisation du Mouvement Etudiant de Dakar. Mais dans la réalité chacune travaille contre les autres au triomphe d'une ligne syndicale et/ou politique.

C'est dans ce contexte, que le Gouvernement va convoquer et tenir en Mai 1980 la Conférence Nationale de la Jeunesse à l'issue de laquelle sera créé le Conseil National de la Jeunesse du Sénégal (CNJS), "interlocuteur privilégié de la jeunesse auprès des pouvoirs publics".

Le CNJS se fixe pour mission de coordonner les mouvements de jeunesse du pays. Il n'a jamais connu un fonctionnement correct malgré les moyens colossaux mis à sa disposition (siège, permanents, subventions). Il baigne dans une léthargie profonde.

Ce Conseil, en effet, a été installé par l'Etat en dehors des jeunes et de leurs organisations dans le contexte du multipartisme limité à quatre courants. Ainsi en dehors du PS, du PDS, du PAI et du MRS, tous les autres courants d'opinion ont été exclus. Pour appuyer une telle affirmation, on aura constaté qu'un an après, avec la nouvelle révision de l'article 3 de la Constitution, plus de dix formations politiques seront déclarées et reconnues. Cette exclusion frappe également des secteurs importants de la jeunesse : les étudiants, les élèves, les travailleurs, etc.

Il s'y ajoute que la clef^{de} répartition des quotas a été déterminée sur la base des résultats des élections du 26 Février 1978. Or le code électoral, en vigueur à l'époque, fixait la majorité électorale à 21 ans ce qui exclut du coup les jeunes.

En vérité, le PS a mis en place un CNJS à sa dévotion.

Ce survol auquel il vient d'être procédé permet sans doute d'affirmer que les jeunes ont de tout temps cherché à s'organiser et à participer à la vie socio-politique du pays, se constituant ainsi en un champ spécifique. Il s'y ajoute que ce champ a toujours constitué un enjeu de lutte entre dominants dominés politiques qui ont cherché à se subordonner le champ de la jeunesse. Mais deux autres enseignements^{peuvent} être retenus à savoir que les moments de flux correspondent à des périodes de cohésion et de vitalité du mouvement marxiste et les moments de reflux à celles de dispersion et de faiblesse du même mouvement.

DEUXIEME PARTIE :
DE LA CRISE

**CHAPITRE PREMIER :
LA DECEPTION**

Le mouvement contestataire de la jeunesse, en Février 1988, a suivi un long processus de maturation, avant de se poser en mouvement social spécifique avec "ses principes d'existence" .

Un mouvement social correspond à une organisation nettement structurée et identifiable ayant pour but explicite de grouper ses membres en vue de la promotion de certains objectifs précis généralement à connotation sociale.

Il présente un caractère principal qui réside dans le fait qu'il est essentiellement revendicateur. Il recherche à faire triompher des idées, des intérêts, des valeurs. "Un mouvement social n'est donc ni un cercle d'étude platonique, ni un ermitage ; il est forcément actif sur la place publique".²

En effet, pour exister en tant qu'organisation revendicatrice, tout mouvement doit résoudre certains problèmes de définition de soi-même. Il doit réunir certains principes d'existence. C'est la réponse qu'il apporte à ces problèmes, c'est à-dire la façon dont il résout les principes d'existence, qui confère à un mouvement social son caractère spécifique et qui oriente son action. Ces principes sont au nombre de trois. Il y a d'abord le principe d'identité au regard duquel un mouvement social doit d'abord se donner une identité en disant qui il représente, au nom de qui il parle, quels intérêts il défend ou partage. C'est ensuite le principe d'opposition car un mouvement social existe parce que certaines idées ne sont pas reconnues ou parce que des intérêts particuliers sont brimés. Il lutte toujours contre une résistance, un blocage ou une force d'inertie ; il cherche à briser une opposition, une apathie ou une indifférence ; il a nécessairement des adversaires.

Enfin un mouvement social agit au nom de certaines valeurs supérieures, de grands idéaux, d'une certaine philosophie qui se veut la plus "élevée" possible. Un mouvement social ne peut revendiquer sans que ce soit au nom de quelque vérité de base, reconnue par tous les membres de la collectivité.

2

Guy Rocher, introduction à la sociologie générale, 3. Le changement social, Ed. HMH, col. Points, Paris, 1968.

1. Les conclusions de la CNREF non appliquées

La période qui s'étend entre Janvier 1981 et Février 1988, a été particulièrement éprouvante pour la jeunesse. Une à une, ses illusions se sont envolées ; ses rêves ont été brisés ou déçus. Le processus d'accumulation des frustrations s'étend à de nombreux domaines de la vie de la génération montante : formation, emploi, loisirs, insertion sociale, etc.

La situation de conflit entre la jeunesse et les dominants politiques qui sera décrite commence après le dépôt des conclusions de la CNREF. Elle sera précédée d'un "round d'observation" marqué par une trêve relative décidée unilatéralement et de manière tacite par les dominés.

En effet, le dépôt des conclusions des EGEF fera souffler sur le terrain scolaire et universitaire un vent d'accalmie pendant trois ans. Ainsi on a comme l'impression que les crises cycliques dont l'école est le théâtre depuis de nombreuses années avaient pris fin. Deux raisons peuvent expliquer cette situation. D'une part, il y a la pertinence, la qualité des conclusions issues de la réflexion nationale de Janvier 1981 et leur caractère consensuel. D'autre part, la Commission Nationale de Réforme de l'Education et de la Formation (CNREF) mise en place a travaillé à préciser les moyens et modalités de mise en oeuvre de la Réforme préconisée par les EGEF. Aussi peut-on affirmer que cette accalmie observée à la fois par les enseignés et les enseignants était suscitée par la confiance placée dans les travaux de la CNREF et le souci de ne pas gêner leur bon déroulement.

En effet, il eût été difficile d'expliquer le bien fondé d'un mouvement revendicatif auquel on pouvait opposer facilement que l'on attendait la fin des travaux de la CNREF pour pouvoir mettre en chantier l'"Ecole Nouvelle".

Cette période sera mise à profit par le gouvernement pour asseoir une stratégie qui lui permettrait de satisfaire les exigences du Programme d'Ajustement Structurel inspiré par les institutions de Bretton Woods tout en les faisant passer sous le couvert de l'application des conclusions des EGEF. Pour les impératifs de la "relance de l'économie", de l'"assainissement des finances publiques", le secteur social (santé, éducation) était considéré dans cette perspective comme non porteur de croissance et par conséquent les charges qu'il impose doivent être réduites sinon maintenues en l'état. Cette perspective qui est celle de la Banque Mondiale entre en contradiction

avec celle des EGEF.

Par la suite, la mise en oeuvre du Plan de Redressement Economique et Financier et du Programme d'Ajustement Structurel devait dès lors être inversement proportionnel à la résistance du secteur considéré.

Ainsi la stratégie élaborée par les pouvoirs publics s'appuyait sur la pacification du secteur, c'est-à-dire l'affaiblissement de chacun des pôles de résistance incarnés par les enseignants et les étudiants. C'est peut-être sous ce rapport qu'il convient de comprendre les mutations survenues au sein du Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal (SUDES) à partir de son Congrès de Décembre 1981 et qui conduiront à son éclatement au Congrès d'Avril 1984 mais aussi la nomination des ministres chargés de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur dans le gouvernement du 3 Avril 1983. Ceux-ci, en effet, avaient accumulé un capital symbolique tel en milieu enseignant que leur nomination pouvait encore susciter des espoirs et entretenir des illusions.¹

Mais cette accalmie sera mise à rude épreuve par la grève des étudiants qui, à partir d'Avril et pendant plusieurs semaines, va paralyser le fonctionnement de l'Université. L'intérêt de cette grève réside sans doute de la relance, sur des bases nouvelles, de la question de la réorganisation du Mouvement Etudiant de Dakar (MED).

Deux mois après cette grève, la CNREF va déposer ses conclusions auprès du Président de la République. Ces conclusions, en croire les syndicats d'enseignants, les organisations d'élèves et d'étudiants n'ont jamais été appliquées. Leurs publications ainsi que les différentes plate-formes revendicatives posent comme une exigence l'"application honnête et loyale des conclusions des EGEF et de la CNREF". Cela n'a jamais été démenti par les pouvoirs publics qui parlent plutôt de "conclusions acceptées" et de la convocation de nouveaux Etats Généraux. Même Monsieur Iba Der Thiam qui a mobilisé tant d'énergie et initié tant de réformes sous le couvert de l'Ecole Nouvelle, reconnaît au bout du compte que l'Ecole des EGEF n'a pas vu le

¹ Il s'agit de Mesieurs Iba Der THIAM et Ibrahima FALL, tous deux professeurs à l'Université

jour ; elle n'a pas été mise en chantier car on lui a refusé les moyens ¹

Mais alors quelle était la situation de l'école, huit ans après les EGEF ?

Ce bilan, établi par les services compétents du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur, laisse apparaître une situation très peu différente de celle qui avait nécessité la tenue des EGEF.

1. 1. Au niveau de l'Education pré-scolaire et de l'Enseignement Elémentaire.

1.1.1. . Education pré-scolaire

Les effectifs globaux ont connu une progression de 11,3% en moyenne de 1979/80 à 1987/88. La croissance de secteur public a été plus rapide que celle du privé (25,2% par an contre 5,6%) . "La part relative du public a sensiblement augmenté (18% en 1979, 35% en 1984, 49% en 1988)."²

Ainsi l'éducation pré-scolaire comptait 141 écoles dont 59 publique et 82 privées. Elle comptait 15 306 élèves dont 7061 dans le public et 8245 dans le privé.

Il faut noter que l'éducation pré-scolaire devrait concerner 1 156 199 enfants. Ainsi donc le taux de "scolarisation" est de 9,79%, ce qui laisse apparaître l'immensité des tâches qu'il convient d'accomplir pour atteindre l'objectif de généralisation en tant que condition de la démocratisation de l'école.

1.1.1. L'Enseignement Elémentaire

L'accroissement moyen annuel des effectifs qui étaient de 6% de 1961 à 1978 est passé à 7,9% de 1978 à 1985 pour tomber à 4,2% entre 1985 et 1988.

Il faut noter ici l'expérience des classes à double flux et des classes multigrades. Au nombre de 780 en 1988, elles accueilleraient 86 495 soit 14,4% des effectifs totaux scolarisés permettant d'accueillir 37 000 élèves supplémentaires.

Le taux brut de scolarisation de la tranche d'âge 7-12 ans a ainsi augmenté : 52,3% en 1983/84 ; 54,6% en 1986/87 ; 56,4% en 1988/89. Les EGEF avaient, quant à eux, préconisé la scolarisation universelle en 1990.

Deux raisons semblent expliquer cette situation : la diminution drastique des maîtres formés d'une part et d'autre part l'arrêt des constructions scolaires.

¹ Sud-Hebdo

² Statistiques scolaires du MEN

1.2.L'Enseignement Moyen et Secondaire

1.2.1. L'Enseignement Moyen

Les résultats enregistrés depuis 1979 montrent une baisse progressive du taux de transition CM2/6e :

1979/80 : 29,8% ; 1983/84 : 30% ; 1984/85 : 26,4% ; 1985/86 : 23,8%.

Cette baisse s'explique essentiellement par celle du pourcentage des admis au concours d'entrée en 6e.

1984/1985 : 19,9% ; 1985/86 : 17,5% ; 1986/87 : 18,3% ; 1987/88 : 14,9%.

Cependant les effectifs globaux ont connu un accroissement significatif en passant de 69 519 à 99 522 entre 1979/80 et 1985/86. Cet accroissement est lié à la part importante du privé qui compte 31 856 élèves contre 67 666 pour le public soit respectivement 32% et 67,99%.

Il semble intéressant d'ajouter les difficultés liées aux conditions de travail et qu'illustre la situation des effectifs par classe.

1983-84 Total : 88 890 classes : 1947 ratio : 46

1984-85 Total : 94 663 classes : 2010 ratio : 47

1985-86 Total : 99 522 classes : 2119 ratio : 47

Ce tableau ne laisse pas apparaître les disparités réelles qui existent entre le privé et le public d'une part et entre les régions d'autre part . Il faut noter aussi le sous-équipement des établissements en matériel didactique de toutes sortes. Ainsi par exemple il y avait, en 1985, 27 tables-bancs pour 10 élèves soit 13 élèves par table-banc.

1.2.1. L'Enseignement Secondaire

Les résultats obtenus au Diplôme (Brevet) de Fin d'Etudes Moyennes (DFEM) devenu BFEM en 1986) sont les suivants :

TABLEAU N°4 : RESULTATS B.F.E.M.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Présenté	28 877	21 245	25 334	26 919	29 183	28,002
Admis	7 998	5 477	7 174	7 576	6 365	14 189
Taux	19,8%	25,8%	28,3%	28,1%	21,8%	20,7%

Source : Statistiques Scolaires du M.E.N.

Ce taux de réussite relativement faible s'est accompagné paradoxalement d'un accroissement des effectifs dans cet ordre d'enseignement. Cette disparité s'explique essentiellement par l'application du système d'orientation comme unique mode de passage entre l'enseignement moyen et le pallier supérieur mais aussi par la création de classes de seconde dans certains collèges.

TABLEAU 5 : ACROISSEMENT DES EFFECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1979/80	: 50,6%
1984/85	: 45,1%
1985/86	: 55,1%
1986/87	: 59,4%
1987/88	: 59,6%

Mais cet accroissement sera pondéré par deux types de facteurs : les examens du baccalauréat (1ère et 2ème parties) d'une part et d'autre part les redoublements qui accusent les taux les plus élevés dans cet ordre d'enseignement.

TABLEAU : Résultats 2ème parties baccalauréat (Juin et Octobre)

Années	1985	1986	1987
Présents	6 298	6 976	6 802
Reçus	2 921	3 887	3 840
Taux %	46 %	58 %	56 %

Sources : Rectorat - Office du Bac.

1.2.3. L'Enseignement Supérieur

Entre 1959/60 et 1987/88, les effectifs de l'Université de Dakar ont été multipliés quinze fois passant de 1012 à 16 048 avec respectivement 33% et 85% de sénégalais. "On peut distinguer quatre périodes de croissance. Entre 1959 et 1970, les effectifs ont triplé, tout en restant bien en deçà de la capacité d'accueil du campus. La croissance des effectifs s'est accélérée (14,3%) après 1970... Pendant la première moitié des années 80, les effectifs sont restés à peu près stationnaires... Le nombre

d'étudiants est remonté en flèche depuis 1985...¹.

TABLEAU 6 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE L'UNIVERSITE

ANNÉES	EFFECTIFS TOTAUX		EFFECTIFS FACULTES		EFFECTIFS INSTITUTS	
	NOMBRE	% SENEGALAIS	NOMBRE	% SENEGALAIS	NOMBRE	% SENEGALAIS
1968/1969	2 502	50	2 268	47	232	81
1969/1970	3 054	53	2 781	53	273	59
1970/1971	4 284	55	3 856	54	398	64
1971/1972	4 690	60	4 279	59	411	66
1972/1973	5 319	61	4 937	62	439	59
1973/1974	5 847	65	5 220	66	590	64
1974/1975	6 697	70	5 998	71	699	62
1975/1976	7 312	71	6 477	72	917	57
1976/1977	8 014	73	7 097	74	917	65
1977/1978	8 753	75	7 627	75	1 126	70
1978/1979	10 309	76	9 000	76	1 309	71
1979/1980	11 677	75	10 053	76	1 624	70
1980/1981	12 673	76	11 077	77	1 596	69
1981/1982	11 754	76	10 100	78	1 654	64
1982/1983	11 366	76	9 734	78	1 632	62
1983/1984	11 293	79	9 707	82	1 586	64
1984/1985	11 678	80	10 208	82	1 470	66
1985/1986	12 712	81	11 277	84	1 435	56
1986/1987	14 749	83	13 343	86	1 406	55
1987/1988	16 048	85	14 620	88	1 428	52
1988/1989	14 833	86	13 568	82	1 265	54

SOURCE : Rectorat de l'Université Cheikh Anta DIOP

Cet accroissement des effectifs ne s'est pas accompagné d'une extension des capacités d'accueil du campus tant au niveau des facultés que des résidences universitaires.

"Non seulement les classes sont surchargées, mais on assiste à une détérioration progressive des infrastructures existantes due au manque de ressources... La grande majorité des étudiants (84%) considèrent que les équipements (tables, chaises, éclairage, ventilation) sont inadéquats. A la faculté des sciences, 68% des étudiants se plaignent du manque de matériel de laboratoire. C'est à la bibliothèque principale de l'Université que les carences sont les plus visibles... Construite pour servir 3000 étudiants, (elle) doit maintenant en servir 18 000... Dotée d'un maigre budget d'acquisition annuel de 35 millions de francs CFA, la Bibliothèque a cessé d'acheter de nouveaux livres et consacre la totalité de ses ressources à l'achat d'un petit nombre de périodiques essentiels. Ce montant représente 0,6% du budget total de l'Université, alors que la norme internationale est de 5%².

Les problèmes essentiels de l'Université, ce sont surtout la faiblesse du rendement interne et externe de l'Enseignement Supérieur.

¹ Banque Mondiale, (Division Opérations population et ressources humaines...), Revitalisation de l'Enseignement Supérieur au Sénégal : les enjeux de la réforme, 4 Mars 1992.

² Banque Mondiale, Revitalisation de l'Enseignement Supérieur au Sénégal, les enjeux de la réforme, 4 Mars 1992

Les résultats des examens sont particulièrement faibles. Les statistiques établissent que pour la période 1982/87, les taux de passage de la 1^{ère} à la 2^{ème} année tourne autour de 25%. Les taux de déperdition également sont inquiétants (en moyenne 39% de la 2^e à la 3^e année et 51% de la 3^e à la 4^e année.

Les estimations pour la survie d'une cohorte de 1000 étudiants laissent apparaître que :

- 275 atteignent la 4^e année et 265 obtiennent la maîtrise en sciences juridiques ;
- 397 et 389 en sciences économiques ;
- 308 et 195 en lettres et sciences humaines
- 244 et 156 en sciences

Ces chiffres suffisamment éloquents pour montrer la faiblesse de l'efficacité interne de l'enseignement supérieur au niveau des facultés ne laissent pas apparaître cependant le temps mis pour arriver en 4^e année. Les taux de redoublement sont particulièrement élevés : 40% des étudiants sont des redoublants ; 8% seulement terminent le premier cycle sans redoubler et 30% seulement ne redoublent pas plus de deux fois" ¹.

Deux raisons principales semblent expliquer cette situation : les conditions déplorables de travail et la faiblesse de l'encadrement pédagogique.

En effet, comme il a été déjà mentionné, le campus a été conçu initialement pour accueillir 3500 étudiants. Dès 1974, les locaux avaient atteint leur capacité limite en accueillant 6000 étudiants. Aujourd'hui les classes fonctionnent à "feu continu". La faculté de médecine a 2500 étudiants alors que sa capacité d'accueil es de 600 et "il n'y a pas assez de centres médicaux ni de dispensaires suffisamment équipés en matériel et en personnel pour dispenser une formation pratique aux étudiants en médecine. A la faculté des sciences, les étudiants sont trop nombreux pour pouvoir mettre en pratique ce qu'ils ont appris par des expériences de laboratoire car les salles de laboratoire sont en nombre limité et il n'y a pas assez de crédits pour acheter les matières consommables". Résultats : dans toutes les disciplines qui nécessitent une formation appliquée (sciences médicales, sciences naturelles,

¹ Banque Mondiale, op. cit p.9

géographie) l'accent est mis sur la théorie aux dépens de la pratique. La Faculté des Lettres et Sciences Humaines accueille 5400 étudiants dans des bâtiments dont la capacité maximale est 600. La Faculté des Sciences Juridiques et Economiques accepte plus de six fois le nombre d'étudiants théoriquement prévu.

Concernant l'encadrement pédagogique on peut noter que "le nombre d'enseignants a connu une progression légèrement plus lente que le nombre d'étudiants... En conséquence de quoi, le taux global étudiants/enseignants est passé de 23/1 à 25/1 à comparer à un ratio 8/1 dans les pays anglophones" ¹

2. Le chômage persiste

Le problème du chômage des jeunes est posé ici sous le rapport des politiques mises en oeuvre dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et connu sous le vocable de nouvelles politiques agricole et industrielle. Mais il s'analyse surtout sous l'angle de l'inflation des diplômés.

L'une des conséquences les plus visibles de la mise en oeuvre des nouvelles politiques est l'accentuation du chômage dans les villes avec les fermetures d'entreprises qui se suivent mais aussi la précarité des conditions de vie à la campagne obligeant des milliers de jeunes à emprunter de plus en plus le chemin de l'exode. "Ainsi l'industrie sénégalaise a perdu 3300 emplois entre 1985 et 1989". ² La presse locale parle de 25000. Cette situation intéresse doublement les jeunes : ils sont les premières victimes des compressions d'une part et d'autre part ils n'obtiennent qu'exceptionnellement un premier emploi ne pouvant pas satisfaire à la condition posée la plupart du temps par les employeurs à savoir une expérience professionnelle.

3. Le traumatisme de Caire 1986

La jeunesse a été conditionnée et toute son énergie canalisée vers le rêve de consécration lors des phases finales de la Coupe d'Afrique des Nations. L'élimination du Sénégal crée un choc psychologique violent.

Le 1er Septembre 1985, l'équipe Nationale de football marque trois buts à zéro face à celle du Zimbabwe. Les portes de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations

¹ Banque Mondiale, op. cit.

²- Banque Mondiale, op. cit p.16

s'ouvrent enfin pour le Sénégal absent de ce rendez-vous depuis 1965.

Les acteurs sont adulés, érigés en héros. Les hommes du pouvoir, relayés par la presse, entretiennent les illusions les plus fortes au sein de la population. On évoque les héros de la lutte de résistance contre le colonisateur dont les valeurs sont ressuscitées. Tout est désormais permis dans le domaine du rêve : le football sénégalais sera couronné au mois de Mars 1986 en Egypte où se déroulent les compétitions.

Au fur et à mesure que se rapproche la date "fatidique", la tension est entretenue. Elle monte à son paroxysme. Bien évidemment, si les peuples ont besoin de mythes qui galvanisent et portent en avant, ceux-ci doivent s'articuler au réel et se circonscrire dans les limites du vraisemblable pour être efficaces. Ici on n'a pas tenu compte de cette précaution car on avait besoin de sublimer les angoisses de la jeunesse, canaliser son attention et son énergie vers cet objectif présenté comme un "défi majeur" qui ne sera relevé que dans l'unité des coeurs. Le sport joue ici pleinement sa fonction politique et idéologique.

C'est donc une jeunesse mobilisée, chargée à bloc, un peuple "manipulé" et "travaillé" au plan psychologique qui soutient les "Lions" dans leur "expédition". Aussi la déception sera grande quand l'équipe de Côte d'Ivoire arrête les sénégalais dans leur ascension vers la consécration. L'atmosphère est tendue mais l'émeute sera évitée grâce à un travail remarquable qui, de l'avis de plusieurs analystes, a été concocté par les services secrets de l'Etat. La "rumeur" donne le Sénégal vainqueur sur tapis vert, l'hystérie s'empare des populations, la jeunesse notamment. Ce n'est que le soir (quand toutes les conditions propices à une émeute sont estompées) que la certitude de la défaite s'est établie. La bombe a été déamorcée mais il peut être autorisé d'affirmer qu'elle n'a pas été déamorcée complètement et totalement.

Ainsi donc le gouvernement de la troisième République traîne un bilan lourd en face de la jeunesse à laquelle le Président de la République avait dit : "... Durant mon mandat, l'action de mon gouvernement en direction des jeunes aura donc un triple objectif : assurer une formation intellectuelle, professionnelle, morale et civique de la jeunesse afin de la rendre apte à gérer le Sénégal de demain, lui procurer plus d'emplois dans les villes comme en milieu rural et, enfin, favoriser son

épanouissement physique par la pratique massive du sport"¹.

Mais pour essentielles qu'elles soient, ces causes ne suffisent pas seules à expliquer la crise de février 1988. A côté de celles-ci, en effet, existent d'autres causes qui peuvent être considérées comme secondaires. Elles ont pourtant constitué le détonateur de l'explosion sociale des jeunes.

On a vu que depuis les années 70 le mouvement étudiant est traversé par des contradictions internes qui ont freiné tout au moins ralenti la réalisation de son grand rêve de réorganisation. Au cours de l'année 1986, on va assister à un vaste projet de réorganisation qui semble être venu à bout des divergences pour se plier aux exigences de la vie. Les conditions de vie et d'études s'étant considérablement dégradées, les divers groupes qui existent sur le terrain vont s'engager dans le processus organisationnel qui doit aboutir à la mise sur pied d'un cadre large et démocratique chargé exclusivement de la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants. Ainsi est créé le Comité Provisoire pour la Réorganisation (CPR). Mais la lutte de la légitimité était loin d'être terminée ; les intérêts de groupe refont surface. S'il n'est pas possible de déterminer avec précision si le pouvoir est impliqué dans le blocage de ce processus, il est établi qu'il a joué sur ces contradictions pour tenter d'affaiblir à nouveau le mouvement.

4. L'agression du 22 Janvier 1987

Le mouvement étudiant miné par ses contradictions internes, affaibli et inorganisé, décide de deux actions qui auront des conséquences profondes sur le cours des événements dont l'Université sera le théâtre.

D'abord le CPR au sein duquel étaient hégémoniques les membres de l'Union Démocratique des Etudiants de Dakar est déclarée suspendu au cours d'assemblées générales convoquées et animées par les animateurs de l'Union Nationale et Patriotique des Etudiants Sénégalais (UNAPES). Face à l'impossibilité de démontrer l'illégitimité du CPR installé sur des bases démocratiques, l'argumentaire sera bâtie sur la légitimité des individus qui siègent au sein du CPR.

Sans chercher à établir où se situe la vérité et où commencent le dénigrement et la calomnie, il faut constater que les enjeux étaient le contrôle du mouvement

1

Abdou DIOUF, discours à la Nation

autrement dit la détermination de qui incarne la légitimité. Les représentants de l'UDED dans le CPR ayant accumulé un capital symbolique certain du fait de leur implication permanente dans la lutte, les nouveaux promus s'emploieront à en acquérir plus et le plutôt. Aussi sans une organisation préalable, ils engagent le mouvement étudiant dans une grève des restaurants sous la direction de la toute nouvelle Coordination des Etudiants de Dakar (CED). La forme de la grève est inédite et ressemble à la filouterie alimentaire : occuper les restaurants et se servir à l'oeil. Le gouvernement saisissant la double opportunité que lui offre la situation à savoir d'une part l'absence d'un cadre organisé et d'autre part le "vandalisme" des étudiants, investit le campus. Les étudiants sont pourchassés jusque dans leurs chambres, les portes sont fracassées, les matelas éventrés, le matériel saccagé, de nombreux blessés sont enregistrés.

Cette agression connue aujourd'hui sous le nom de "**Jeudi Noir de l'Université de Dakar**" va avoir deux conséquences majeures. Premièrement les étudiants et les scolaires renouent avec la lutte et élaborent une plate-forme revendicative qui devient désormais le ciment de leur lutte. Deuxièmement, la CED se pérennise et se légitime aux yeux du Mouvement Etudiant entraîné dans une lutte à laquelle il n'était pas préparé.

5. La grève des scolaires

Au début de l'année 1988, les élèves de Thiès entrent en mouvement. Leur principale revendication concerne la réintégration de l'élève Garmy Fall exclue du Lycée Malick Sy. Celle-ci avait au cours d'une Assemblée Générale déchiré le drapeau national.

Le Mouvement de Thiès se généralise avec le soutien de élèves de Dakar, particulièrement ceux du Lycée Blaise Diagne.

Au même moment une autre grève est déclenchée à partir du Lycée Charles De Gaulle de Saint-Louis, autour de deux revendications : le manque de fournitures et le déficit d'enseignants. Cette grève obtiendra le soutien des autres établissements scolaires de la ville à partir du 12 Janvier 1988 avant de s'étendre aux autres régions.

Il est important à ce niveau de souligner que la lutte de légitimité a été rude. Aussi bien Ibrahima Ndiaye dit Chaca à Dakar que Johnson à Saint-Louis seront disqualifiés et supplantés par les éléments de l'"aile dure". L'idée d'une "grève préventive"

commanditée par le gouvernement est fortement avancée et elle n'est pas à exclure. Mais ce qui est essentiel à retenir ici, c'est que le Mouvement a permis d'élaborer une plate-forme générale articulée autour de l'amélioration des conditions de vie et d'études d'une part et d'autre part de l'émergence d'un embryon d'organisation qui donnera naissance plus tard à la Coordination des Elèves du Sénégal (CES). Il est significatif de constater que les règles de fonctionnement du champ sont rétablies. La capitale se voit restituer sa place de dominant et dans le même temps les éléments prennent la direction.

La CES, dont la jonction sur le terrain avec la CED est assurée, conduira la lutte des élèves jusqu'aux accords qui surviendront après l'année blanche.

CHAPITRE 2 :
ACTEURS ET ORGANISATEURS D'UN MOUVEMENT

La campagne électorale, en direction des présidentielles et des législatives du 28 Février 1988, est ouverte officiellement le 06 Février alors que le mouvement revendicatif des élèves s'est généralisé depuis le 12 Janvier. Nous sommes en face de deux mouvements sociaux. Celui des scolaires est organisé et structuré autour d'une plate-forme revendicative dont l'essence est l'amélioration des conditions de vie et d'études. Celui des partis politiques, quant à lui, se pose à l'échelle globale de la société; il a pour enjeu l'exercice du pouvoir politique. Ces deux mouvements sociaux vont cohabiter d'abord avant de se synchroniser¹ au lendemain du scrutin.

Préalablement à la tentative de découverte et d'explication des mécanismes de cette synchronisation, il convient de noter que le mouvement étudiant est au départ absent du champ de la confrontation d'une part et d'autre part qu'en dépit des limitations imposées par le Code Electoral qui fixe la majorité électorale à 21 ans, les "élus légaux" de la jeunesse vont participer à leur manière à la campagne électorale particulièrement houleuse que nous avons connue.

1. La jeunesse est exclue des consultations électorales

1.1 L'élection est un rituel et un régulateur des conflits sociaux

Les élections constituent le moyen par lequel le corps social désigne ses représentants et en tant que telles, elles apparaissent comme le procédé par lequel celui-ci règle les conflits, tranche les litiges. Les élections sont donc une sanction et ont une fonction manifeste et une fonction latente. Cette double fonction s'analyse d'une part comme un moyen de choisir des hommes, des projets de société et d'autre part comme une participation à la mécanique sociale. Dans cette dernière fonction les élections jouent un rôle de pacification et de réduction des conflits. Les élections constituent donc une réalité à double face. L'une, "irrationnelle", est liée aux représentations plus ou moins illusives que les électeurs se font de l'opération électorale à laquelle ils participent et de leurs propres comportements. L'autre, "rationnelle", est liée aux conséquences objectives de l'opération électorale.

Pour assumer pleinement cette double fonction, il importe que chaque composante du corps social ait la possibilité de participer aux élections qui scellent le destin collectif et individuel pour une période donnée.

¹ BOURDIEU (P), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984

Les élections, constituent un rite que la collectivité accomplit à intervalles réguliers. Les membres de la communauté et eux seuls y participent, les étrangers résidents sont "exclus". Or le fait d'accomplir au même moment le même geste, en l'occurrence le geste de voter, permet de trouver le minimum d'accord, de consensus nécessaire au maintien des rapports sociaux "paisibles". Ainsi les élections revêtent l'aspect d'un ndép¹ collectif qui permet au corps social d'exprimer ses conflits tout en les contrôlant par des mécanismes de régulation, connus et acceptés de tous. Les élections permettent alors une dépense inoffensive -pour l'individu comme pour la société- de l'agressivité accumulée. Elle a une fonction cathartique. On dit au Sénégal que pendant la campagne électorale: " lu neex waay mu wax"².

1.2 La jeunesse est exclue du rituel

La jeunesse, en tant que couche sociale majoritaire, était exclue de ce rituel. Cette exclusion est illustrée par le fichier électoral

TABLEAU N°7 : FICHER ELECTORAL

AGES	21_25	26_30	31_35	36_40	41_45	46_50	51_60	56_60	61_65	66_70	71_75	76_80	81_85	86_90	91_90	IND
Ins .	54366	200821	244279	361419	252625	169598	174896	130007	124113	77727	61455	30443	16668	6769	1077	818
Taux	2,83%	10,47%	12,74%	18,65%	13,17%	8,84%	9,12%	6,78%	6,47%	4,05%	3,20%	1,58%	0,86%	0,35%	0,05%	0,04%

Inscrits : 1 907 081.

Source : Fichier Central / Ministère de l'Intérieur.

La composition par âge révèle une situation très paradoxale : à une population très jeune correspond un électorat vieillissant. Mais les limitations du Code Electoral relativement à l'âge électoral ne suffisent pas à expliquer cette absence massive des jeunes des listes électorales, cette désertion du champ électoral par la jeunesse. En effet, ici se trouve posée toute la problématique de la crise d'une société ; son équilibre et sa cohésion sont rompus. Les élections sont dépouillées de leur fonction rituelle et symbolique.

La jeunesse ,dans les conditions qui viennent d'être décrites, apparaît comme une catégorie de citoyens entièrement à part, marginalisés par rapport au reste du corps social. Elle est non seulement en dehors du cadre partisan mais elle est en marge de la collectivité au moment des grandes options. On peut avancer avec certitude qu'à la veille des élections " la quasi- totalité des jeunes est en dehors du cadre partisan, bien

¹ Cérémonie de catharsis collective

² Chacun peut dire ce qu'il veut

qu'une notable percée (des partis politiques) soit décelée dans le milieu jeune"comme l'affirme Mbodji¹

Cependant les raisons qu'il avance pour expliquer ce qu'il appelle "la méfiance " voire la "répulsion " à l'égard des partis politiques" doivent être nuancées².

Le jugement des jeunes à savoir "qu'ils sont fatigués de la politique des adultes qui les trompent toujours et qu'ils attendent leur heure" doit donc être rapporté au parti dominant et à la culture politique qu'il entretient.

Cette heure qu'attendent les jeunes sonnera pendant la campagne électorale.

2. Une synchronisation à plusieurs articulations

2.1. La campagne électorale: révélateur de la conscience claire

La campagne électorale constitue un moment fort de tension, de réceptivité des populations au discours et à l'action politiques. En effet, les partis politiques ont la possibilité de s'adresser chaque jour aux populations à travers le temps d'antenne qui leur est réservé à la radio, à la télévision ainsi que le reportage de leurs activités électorales par le quotidien national. Même si la répartition du temps d'antenne et l'espace de couverture dans "Le Soleil" demeure inégale, les partis politiques de l'opposition sortent du carcan dans lequel ils étaient confinés.

Le scrutin du 28 Février met en lice quatre candidats aux présidentielles. Parmi ceux-ci trois sont issus de l'opposition. Les législatives quant à elles, opposent cinq listes dont quatre de l'opposition. En dehors du Parti Démocratique Sénégalais-Rénovation (PDS-R) qui présente une liste aux législatives et soutient le candidat A. Diouf aux présidentielles, tous les autres candidats et listes ont une cible : le Parti Socialiste .

Ainsi si l'opposition a été divisée par la tactique électorale adoptée, elle s'est retrouvée sur le terrain de la lutte et de la dénonciation. Entre outre, elle formule durant toute la campagne électorale des solutions et propositions alternatives. Le pouvoir, en ne se prononçant pas par rapport à ces propositions et notamment le débat contradictoire sollicité en direct par l'ensemble des candidats, a crédibilisé ces

¹ Mbodji (F). op.cit.

² En dehors de la campagne électorale, les partis de l'opposition accèdent exceptionnellement aux médias et de ce fait ils ont un contact épisodique avec les populations.

alternatives.

L'essentiel de leur discours a porté sur le bilan de la gestion sans partage du pays par le parti au pouvoir pendant trois décennies et dont les conséquences résident dans les difficultés quotidiennes dans lesquelles se débattent les populations. En particulier, ils appellent Abdou Diouf à faire le bilan du dernier quinquennat, le dressent à sa place et font le procès des nouvelles politiques mises en oeuvre depuis 1984.

En direction des jeunes, l'accent est mis sur la précarité de leurs conditions de vie, d'études et à l'absence de perspective. Les partis de l'opposition établissent ainsi des liens avec la jeunesse et le reste du corps social. Et au fur et à mesure qu'avance la campagne électorale, on note un intérêt de plus en plus certain des populations pour l'action politique. Mieux quand l'opposition fait tout pour s'articuler au mouvement social des élèves, le parti au pouvoir s'en éloigne. En effet non seulement il n'entreprend rien pour tenter de résoudre la crise, mais au contraire il exerce une violence inouïe sur les élèves et autres groupes de jeunes en mettant en place une milice privée et en mobilisant les Comités d'Entreprise pour s'attaquer à tout mouvement "contestataire".

Cette situation a eu pour conséquence de permettre à l'ensemble des scolaires de disposer de suffisamment de temps pour pouvoir prendre part aux manifestations de l'opposition et partant de faire la médiation entre leur vécu quotidien et les politiques en cours. Le présent est objectivé, compris et le désir de changer de situation rencontre sur le terrain des hommes et des forces engagés dans la voie de la définition et de la mise en oeuvre d'une autre politique.

Au total, on peut considérer que la campagne électorale a permis d'aboutir à un état collectif de conscience claire. Or précisément un certain degré de conscience collective est indispensable pour s'engager dans la voie de l'action historique. Sous ce rapport la campagne électorale a servi de médiation entre les frustrations de la jeunesse et le projet social des partis politiques de l'opposition. Aussi leur adhésion au SOPI doit-il être perçue moins comme un militantisme partisan qu'un désir ardent de changement. C'est là le premier degré de la synchronisation. Il y en a d'autres.

2.2 Le renforcement du mouvement élève et étudiant

Dès le déclenchement de la grève des élèves, la Coordination Nationale a suivi un

processus de maturation marqué par la lutte entre différentes ailes. La direction du mouvement a ainsi constitué un enjeu de lutte entre divers candidats. Une sélection a pu s'opérer selon le critère de la détermination à conduire la lutte revendicative à son terme. Ainsi progressivement ceux qui, au départ, étaient les dirigeants ont été supplantés par d'autres à la suite de dénonciation des collusions dont les premiers se sont rendus coupables avec le pouvoir. Jusqu'où cela est-il vrai ? La presse privée, en tout cas, s'est largement fait l'écho des tentatives et même des actes de corruption dont les "dirigeants" du mouvement ont fait l'objet. Mais ce qui est important de noter c'est que la légitimité dans le champ de la jeunesse est déterminée par le degré de probité morale, de courage et d'engagement au service de la cause commune.

Il faut noter également que les scolaires ont appris par l'expérience de leur propre lutte la nécessité de sauvegarder leur indépendance de pensée et d'action tout en tissant les liens les plus solides et les plus divers avec tous les secteurs du mouvement démocratique national. Ces contacts et ses liens ont été facilités sans doute par la place hégémonique que jouaient les militants des partis politiques de l'opposition au sein de la Coordination des Elèves tant à l'échelon régional qu'au niveau national.

2.3 La politisation du mouvement

La politisation du mouvement a été le fait du pouvoir qui, par des interventions maladroites, a creusé le fossé qui le sépare des scolaires. Il y en a eu essentiellement trois. Mais elle a été aussi le fait d'une double récupération de la direction du mouvement par les partis politiques de l'opposition.

D'abord, la crise scolaire a éclaté depuis le 12 Janvier pour des revendications d'ordre matériel et pédagogique. Les autorités n'ont même pas daigné examiner le bien fondé des revendications posées et tenter de leur trouver des solutions durables. Bien au contraire, comme le souligne fort justement Raphaël Sarr dans la revue *Gëstu* "le gouvernement minimisa au début la portée et l'ampleur de cette protestation scolaire, la mettant au compte de l'opposition politique et espérant secrètement qu'il pourrait en arriver à bout une fois qu'il serait... légitimé à l'issue des élections" ¹.

¹- Sarr (R), "Une crise scolaire et universitaire sans précédent", un *Gëstu* NS n°1, Dakar, 1988

Ensuite, durant toute la campagne électorale, la milice privée du Parti Socialiste s'est particulièrement acharnée contre le mouvement scolaire. On a pu ainsi assister à des affrontements entre les "tontons macoutes" habillés en vert et les élèves. Le Comité d'Entreprise P"S" de la SOTRAC et le Mouvement "Abdou, j'y crois" se sont particulièrement illustrés dans ce cadre, n'hésitant même pas à investir des établissements scolaires pour s'attaquer aux élèves avec des matraques, comme ce fut le cas au CEMT Martin Lutherking.

Puis il y a eu la sortie à tous égards maladroite du candidat Abdou Diouf au soir du 26 Février déclarant à Thiès qu'"une certaine jeunesse malsaine" est manipulée par des "bandits de grand chemin" avant d'ajouter : "je les cite nommément le PDS, le PIT, la LD/MPT ; je les ai à l'oeil, je les pourchasserai..."

Ainsi en identifiant le mouvement scolaire à ces partis, il a renforcé le processus de synchronisation.

Enfin, le 28 Février un communiqué radiodiffusé à 20 heures a annoncé la fermeture des établissements scolaires sans préciser les raisons de cette décision. Mais on peut avancer avec certitude que ce fut pour des raisons purement politiques, non liées au fonctionnement interne de l'institution scolaire. Le Gouvernement prenait ainsi ouvertement l'initiative de politiser et de généraliser le mouvement de protestation des élèves. Il faut ajouter que le 29 Février à l'aube, les forces de l'ordre ont investi la Cité Universitaire en se livrant comme le 22 Janvier 1987 à des actes de vandalisme et à des brutalités contre les étudiants ; les restaurants ont été fermés, l'eau et l'électricité coupées.

On mesure alors combien ces actions ont contribué à accentuer le divorce entre le pouvoir et la jeunesse, scolaire et estudiantine principalement, ainsi que la part déterminante qu'elle a joué dans le mouvement populaire qui a suivi le scrutin du 28 Février. La synchronisation est devenue ainsi générale, les deux mouvements sociaux se surimposent.

3. La rue et la violence caractéristique du mouvement

Le mouvement social des jeunes a présenté deux caractéristiques essentielles. Il s'est exprimé avec violence et intensité et a eu pour théâtre la rue. Ces traits méritent d'être étudiés ; ils sont l'expression d'un déficit démocratique.

La rue a été à la fois le point de départ de la contestation mais elle en a constitué

en même temps le théâtre des opérations. On a vu qu'au fur et à mesure que se déroulait la campagne électorale, les jeunes ont eu un regain d'intérêt pour l'action politique. On a pu constater les files et les attroupements devant les commissions de distribution des cartes d'électeurs où les jeunes caressaient le désir de pouvoir obtenir de cartes d'électeur en misant sur l'absence d'identification au moment du retrait. Ils feront aussi le pied de grue devant les tribunaux afin de se faire établir des ordonnances. En dépit de tous ses efforts symptomatiques de l'intérêt soudain des jeunes pour les élections, très peu auront la possibilité de participer à l'effort de vote.

Et c'est donc de manière tout à fait naturelle^{fe} que cette volonté éclatera en dehors du cadre classique qui devrait la canaliser. La rue, c'est le lieu de rencontre habituel de la jeunesse du fait du système scolaire inapte à la prendre en charge ; c'est le lieu de la "débrouillardise" où s'élaborent les stratégies de survie d'une génération angoissée. Elle est devenue le lieu de la contestation, les jeunes qui l'occupent déjà pour diverses raisons s'en emparent, la parent de barricades et vont à l'assaut de l'ordre existant qui les exclut.

Autrement dit, les jeunes en déplaçant les luttes politiques et sociales dans la rue ont disqualifié les institutions classiques prévues et mises en place pour réguler la vie sociale. La rue apparaît alors comme un Parlement de type nouveau, les jeunes qui en sont les pensionnaires rejettent les règles du jeu "démocratique" et s'engagent dans une dynamique de redistribution et de reterritorialisation du pouvoir.

TROISIEME PARTIE :
LA CONSECRATION

CHAPITRE PREMIER : LA RECONNAISSANCE

Avec le mouvement de Février 1988, la jeunesse a modifié considérablement les règles du jeu dans le champ socio-politique. Elle a accumulé un capital spécifique très important qui semble lui conférer un statut social incontournable ; elle est devenue, de ce fait, l'enjeu des luttes de récupération entre dominants et dominés politiques. Ce capital accumulé au cours des luttes sociales sera entretenu et fera l'objet d'un investissement dans divers espaces de la vie sociale. Pendant le même moment, les partis politiques également réinvestissent avec de nouvelles approches dans le champ de la jeunesse.

Les jeunes font l'objet d'une reconnaissance formelle de la part des décideurs et des état-majors politiques. Cette reconnaissance est aussi bien le fait des dominants que des dominés. Elle est à la fois marquée par le nouveau discours des décideurs et des hommes politiques mais aussi par les mutations qui s'opèrent sur le terrain et dans la hiérarchie institutionnelle des partis politiques.

1 Chez les dominants

Ainsi du côté du pouvoir, Abdou Diouf va en première ligne et déjà dans son message à la Nation du 03 Avril 1988 il déclare que son mandat sera placé sous le signe de la jeunesse. Celle-ci est adulée, encensée. Sans doute la déclaration de Thiès est regrettée et tout semble être mis en oeuvre pour se réconcilier avec la génération montante. Il parle de la création d'un service civique national dont la mission est de réarmer moralement la jeunesse, d'élever son sens civique et patriotique afin de mieux faire face aux inquiétudes et aux angoisses suscitées par l'environnement particulièrement défavorable.

Pour matérialiser une telle option, il procède à la nomination d'un Ministre de la Jeunesse et des Sports issu du milieu sportif. Celui-ci se veut jeune parmi les jeunes, il entend banaliser la fonction ministérielle et déclare à sa prise de service : "je ne parlerai pas à la jeunesse, je communiquerai avec elle". On le verra organiser des forum pour "dialoguer avec les jeunes" qu'il appelle ses "potes", se mêler à ses manifestations les plus anodines, danser avec elle, réussissant ainsi à faire remplacer

le sobriquet de "MAKHOUT" ¹ par celui de "FOURAL"².

Confirmé à la tête du département, le 27 mars 1990, il reçoit les directives suivantes de la part du Président de la République "il vous revient ainsi d'assurer la continuité d'une politique que j'ai placée au premier rang de mes priorités. La jeunesse sénégalaise est au coeur de toutes mes pensées et de toutes mes actions. La nouvelle équipe gouvernementale dans son ensemble n'a pas d'objectif plus élevé que de préparer l'avenir des jeunes générations. Ils vous appartient de le faire comprendre sans démagogie ni laxisme, en restant à l'écoute de la jeunesse et en multipliant avec elle les occasions d'échange et de communication. Il dépend en grande partie de votre action que le climat de confiance établi avec les jeunes soit encore renforcé, et que la jeunesse de notre pays se mobilise avec l'enthousiasme et le sens des responsabilités dont je la sais capable pour construire le Sénégal de demain" ³.

Déjà dans son rapport au 12^e congrès, le Secrétaire Général du Parti Socialiste soulignait que ce sont les jeunes socialistes "qui seront les principales bénéficiaires de l'action de rénovation du Parti. Je souhaite qu'elles en soient l'aiguillon et le gardien pour que le Parti Socialiste porte sa nouvelle peau. Cela est d'autant plus nécessaire que les jeunes du Parti ont les mêmes problèmes que tous les jeunes de ce pays... Leur responsabilité aujourd'hui est d'être un trait d'union crédible entre le Parti et cette jeunesse qui préfère s'éloigner de l'action politique ou critiquer sans comprendre... Aujourd'hui, votre rôle reste encore difficile, mais il est exaltant. Le Parti continuera à vous aider à l'assumer"⁴.

Par ailleurs, il faudra noter l'entrée au Bureau Politique du PS de deux jeunes es-qualité, en l'occurrence le Secrétaire Général du Mouvement National des Jeunes Socialistes et la Présidente des Jeunes Femminines. Dans sa conférence de presse post-congrès, Abdou Diouf "a expliqué que c'était là une innovation qui tendait à

¹ MAKHOUT déformation de "ton-ton macoute" : en 1988, il avait créé le mouvement "Abdou j'y crois" qui s'est singulansé lors des affrontement du 25 Février à Thiès.

² Nouvelle forme d'animation musicale initiée par les jeunes.

³ Directives d'actions au MJS, "Le Soleil", 14 et 15 Août 1990.

⁴ Rapport au 12^e Congrès du Parti Socialiste, Dakar, 28 et 29 Juillet 1990

mettre davantage de jeunes et de femmes en son sein ". Et le Secrétaire Général des Jeunesses Socialistes précisera plus tard que son mouvement bénéficie désormais du quart des postes électifs dans le parti.

1.2 Chez les dominés :

La même tendance est observée du côté des partis politiques dominés qui accordent, eux aussi, une importance de plus en plus grande à la jeunesse. C'est au-delà du discours, le comportement réel observé sur le terrain ; il est illustré par le soutien accru apporté au mouvement élève et étudiant en lutte mais aussi la part réservée aux jeunes à l'occasion des manifestations publiques organisées par les cadres de regroupement des partis de l'opposition ou par la promotion des jeunes dans la hiérarchie institutionnelle des partis. Ainsi à chaque manifestation de l'Alliance SOPI, les jeunes "ont fait revivre le courage et le sens de l'honneur si cher à Lat-Dior, Diéry face au commandant Chautent" selon Boubacar SALL du PDS. Leurs représentants ont droit à la parole pour exprimer les convictions de "la jeunesse démocratique et patriotique". Celle-ci sera symboliquement décorée à travers le Mouvement Démocratique des Jeunes (MDJ) et l'Union des Jeunesses Travailleuses (UJT) au lendemain du départ de Jean Collin, considéré comme ~~une~~ "une victoire des sopistes mais surtout de la jeunesse" selon Me Abdoulaye WADE. La Conférence Nationale des Chefs de Parti de l'Opposition (CONACPO) s'est également inscrite dans la même dynamique notamment par deux initiatives, à savoir d'une part le projet de tenue d'un rassemblement national de la jeunesse sous forme d'une "Conférence Nationale de la Jeunesse Patriotique et d'autre part l'organisation d'un meeting national des jeunes en Octobre 1990 pour marquer sa rentrée politique. Mais c'est surtout l'attitude, la pratique individuelle des partis qu'il convient d'interroger et d'interpréter pour voir comment ils investissent dans le champ spécifique de la jeunesse. Ici deux limites s'imposent. Parmi les partis qui disposent d'une organisation de jeunesse (PDS, PIT, LD/MPT et PAI) seuls le PIT et la LD/MPT ont réuni leur Congrès après Février 1988.

Dans le rapport de politique générale qu'il a présenté au 3^e Congrès Ordinaire de son Parti (16-17 Février 1990), le Secrétaire Général de la LD/MPT souligne " la participation active de la jeunesse aux batailles électorales de Février 1988, aux évènements post-électorales, les grèves scolaires et universitaires comme celles de

1988 ayant débouché sur l'année blanche, évènement inédit dans notre pays et qui démontre l'exceptionnelle gravité de la crise de l'éducation traduisent le mécontentement mais dans le même temps la forte aspiration de toute cette couche sociale au changement. Certes la jeunesse a, à différentes dates depuis l'indépendance, joué un rôle de premier plan dans le mouvement social de notre pays comme par exemple entre 69 et 72. Cependant ces interventions revêtaient un caractère épisodique. De plus leurs acteurs étaient constitués par les étudiants et les élèves avec de temps en temps des irruptions du lumpen prolétariat.

Les évènements de 1988 ont révélé que la lutte de la jeunesse est animée par une base plus large. Elle engage dans un même élan les jeunes des villes et des campagnes, la jeunesse scolarisée et le lumpen prolétariat. Ce phénomène qui sort des profondeurs de notre société a pris un caractère permanent. Il s'est affirmé comme un promoteur du mouvement S.O.P.I. Il pèse et continuera de peser d'un poids considérable sur le destin d'ensemble du pays. L'ampleur de ce phénomène atteste des ravages de politique sociale du Programme d'Ajustement Structurel". Le Congrès, après cette analyse, a décidé que le Président du Mouvement Démocratique des Jeunes sera désormais membre de droit du Bureau Politique même si cette décision semble tenir plus "(au) développement du Parti, (à) la complexification de l'objet de sa réflexion" ce qui a amené "l'élargissement du Comité Central en augmentant sensiblement le nombre de femmes et de jeunes de qualité et sur une base large et diversifiée"¹. Mais c'est surtout le Congrès Extraordinaire de la LD/MPT des 3 et 4 Août 1991 qui rend compte le mieux des mutations qui se sont opérées pour prendre en compte la donnée nouvelle que constitue l'intervention massive de la jeunesse sur le terrain socio-politique. Le rapport -questionnaire élaboré en direction de ce Congrès souligne : "les soulèvements populaires qui secouent de nombreux pays du continent depuis un an et qui ont la jeunesse comme force motrice principale augurent d'une ère nouvelle dans la vie des peuples. C'est donc tout naturellement que le Congrès a procédé à une véritable révolution dans l'approche des questions de jeunesse. La LD/MPT¹ décide de faire du MDJ le centre unique de son intervention dans le secteur de la jeunesse et lui rattache en conséquence la Commission Syndicale des Etudiants

1

Rapport du Comité Central au 3^e Congrès ordinaire . Dakar. 16-17 Février 1990

et la Coordination Nationale des Elèves du Parti "La Résolution du Congrès sur les organisations de masse confère en outre au "MDJ" plus que par le passé une autonomie réelle de pensée et d'action" après avoir constaté que celui-ci est investie d'immenses responsabilités "notamment en direction des prochaines élections qui seront d'abord et avant tout les élections de la jeunesse". En même temps le Congrès reprécise la mission du MDJ qui devra être perçu "avant tout comme (un) cadre qui mobilise (...) les jeunes (...) à partir de plate-formes suffisamment larges" et qui travaille "à la convergence sur le terrain des aspirations des jeunes et la lutte politique de la LD/MPT". Ces mutations procèdent de la décision du Congrès de rompre avec "le placage de clichés issus plus de l'expérience accumulée qu'à une analyse fine des réalités sociologiques et psychologiques du milieu des jeunes..." Les dirigeants de la LD/MPT, soixante huitards, passent donc le flambeau aux poseurs de barricades de Février 1988 qui ont acquis un capital symbolique collectif immédiatement rentable. Nous notons cette même prise en compte de la jeunesse dans le discours et la pratique des autres formations politiques comme le Parti pour la Libération du Peuple (PLP) qui ne dispose pas d'organisation de jeunes et qui a marqué sa rentrée politique en 1991 par un meeting national des jeunes et dont le Secrétariat National de ce parti est également élargi au responsable des jeunes en attendant la tenue des assises de la "future organisation de jeunesse". Il est donc autorisé d'avancer que toutes les formations politiques s'inscriront dans la même direction car la jeunesse fait partie désormais des règles du jeu politique ; tout le monde est obligé d'accepter cette nouvelle règle.

CHAPITRE 2 : L'INVESTISSEMENT

1. Dans l'espace politique

Au lendemain des événements de Février 1988, nous observons des mutations profondes au niveau de la jeunesse. Celle-ci prend conscience de son poids et de sa force, notamment le front scolaire. Ainsi la CES écrit que "c'est la première fois que l'ensemble des élèves du pays se sont regroupés autour d'une même plate-forme qui était la leur alors qu'un passé récent a toujours montré un mouvement élève aux basques du mouvement étudiant" ¹. Dans le même temps la CES note que sa lettre ouverte du 23 Juillet 1988 n'a pas manqué "de créer la zizanie dans les rangs du Gouvernement" avant de souligner que cette force a été puisée dans "la jonction entre le mouvement élève et le mouvement étudiant qui s'est manifestée par une solidarité indéfectible de part et d'autre... (et) le soutien de l'opinion publique, des parents d'élèves, des partis politiques, des organisations démocratiques..."²

Durant toute cette période, on a noté que ce qui constituait naguère une peur du mouvement élève et étudiant, se transforme en une confiance et une collaboration : les manifestations des partis politiques deviennent des tribunes de la CES et de la CED qui sillonnent le pays avec l'opposition, prennent la parole dans ses meetings. Mieux le mouvement élève et étudiant sort de son "apolitisme" de façade. Les élèves et les étudiants disent publiquement que leur lutte en faveur de l'école est une dimension de la lutte du peuple sénégalais. La CES écrit "l'un des bastions du mouvement élève (Lycée Malick Sy de Thiès) a connu l'expérimentation d'une "cellule" PS pour semer la discorde et la zizanie au sein des élèves. Le même cas est en train de se répéter dans des Lycées comme Limamou Laye de Pikine... Mais hélas ce sera peine perdue. Que les autorités sachent que nous ne sommes pas dupes, que toutes ces tentatives seront vaines".

Ils vont même plus loin quand ils disent "il urge de mettre sur pied un large mouvement que l'on pourrait appeler FDS (Front Démocratique Scolaire) et qui regrouperait élèves, étudiants, parents, enseignants, organisations démocratiques et tous les sénégalais soucieux du devenir de l'école. Ce Front aura pour mission de

¹ - La coordination des Elèves du Sénégal, "la Gazette des Scolaires" n°1, 1988.

²
ibid

freiner cette escalade dangereuse dans laquelle se meurt notre école et de la défendre contre toutes les forces d'agression dont elle peut être victime. C'est ça la voie de salut, et elle est la seule. Il est grand temps et notre avenir en dépend¹". Ainsi on constate que la jeunesse scolaire a pris conscience non seulement de son poids, mais elle devient une force d'anticipation et de proposition. Elle accepte son articulation avec les partis politiques et les autres forces démocratiques.

La même tendance est notée du côté du mouvement étudiant où la CED écrit " nous concevons dès lors que la connexion de la politique et du syndicalisme ne doit pas faire l'objet d'une délimitation absolue voire absurde au regard du contexte dans lequel baigne notre pays. La rupture de la marginalisation des mouvements scolaires et universitaires sur les questions qui les interpellent doit être opérée. Les monologues démagogiques des autorités sur l'école ne font qu'empirer la situation déjà catastrophique. C'est pourquoi, l'ouverture des médias au mouvement étudiant doit être une nécessité de l'heure.

Dans cette même optique, conformément à nos orientations combatives nous n'accepterons plus d'être les spectateurs passifs d'une quelconque restriction des libertés démocratiques que les autorités continuent d'ériger en principe et clamons haut et fort notre détermination en tant que mouvement syndical d'avant garde à fustiger au plus haut point et à contrecarrer par toutes les voies possibles, une quelconque violation des droits de l'homme et des libertés démocratiques. Celles-ci ne sauraient avoir de répondants dans une société politique en pleine mutation où le vent de liberté et de démocratie continue encore de souffler. Notre pays ne pourrait par conséquent constituer une exception à la règle".²

Cette "maturation" ou cette "repolitisation" du mouvement élève et étudiant peut être expliquée par le fait que ceux qui détiennent la légitimité sont des éléments politiques, considérés comme les éléments les plus avancés du mouvement. Ainsi en 1988, la CED ne comptait que quatre (4) éléments "non structurés" politiquement sur les quinze qu'elle comprenait soit 26% ; en 1991/92 sur vingt cinq (25) membres, six

¹ Ibid

² Coordination des Etudiants de Dakar. Mémoire Dakar Février 1991.

(6) seulement ne sont pas structurés, soit 24%. Nous notons aussi qu'en 1988, il y avait aucun élément appartenant au PS ou au PDS, tandis qu'en 1991/92 le Gouvernement de majorité présidentielle élargie n'y compte que deux (2) membres (PIT 1, PDS 1) soit 8% alors que AJ/PADS et la LD/MPT se partagent presque le reste avec respectivement dix (10) soit 40% et quatre (4) soit 16% contre quatre (4) soit 26% et trois (3) soit 20% en 1988.

Cet investissement de la jeunesse scolaire et universitaire rencontre sur le terrain celui effectué par les partis politiques en direction des jeunes.

2. Dans l'espace social

La jeunesse cherche à toujours soigner son image de marque, à entretenir son capital, à maintenir son "standing" pour mériter la reconnaissance et la considération du reste du corps social. Mais ce capital prend un sacré coup après l'investissement effectué à perte dans la crise sénégal-mauritanienne.

Ce capital symbolique accumulé en Février 1988 et qui semble avoir bouleversé tout au moins inversé les rapports sociaux, prendra un sacré coup dans le conflit qui a opposé le Sénégal à la Mauritanie en Mars 1989. Les "héros de 88", les nouveaux leaders vont se singulariser par leur barbarie en procédant à des exactions sur toute l'étendue du territoire national. Les valeurs profondes du peuple sénégalais d'hospitalité, de convivialité, de tolérance sont foulées aux pieds. La jeunesse se révèle "affamée" en faisant main basse sur les biens des ressortissants mauritaniens. Elle révèle un visage hideux et horrible et devient méconnaissable en conséquence. Elle chute de son piédestal.

Aussi dès les lendemains de ces événements, elle va chercher à soigner son "look" afin de redevenir compétitive. L'occasion lui en sera offerte à partir de Mars 1990, soit un an après à travers une vaste campagne de propreté et d'embellissement des artères et autres rues ; l'opération qui a commencé dans la capitale fera tâche d'huile et s'étendra aux autres villes du pays. Il est important de noter ici la symbolique de la période choisie : elle correspond sensiblement à l'anniversaire des événements de 1989 mais surtout elle coïncide cette fois aussi avec le mois de Ramadan. Dès lors il peut apparaître que les fresques qui ont couvert les murs et qui chantent la liberté et ou magnifient les grandes figures de l'histoire nationale et africaine sont le signe que la jeunesse se réclame des valeurs profondes du peuple et qu'elle tente de se

ressourcer pour se réconcilier avec sa conscience historique. Quoiqu'il en soit, ce qui est incontestable c'est que la jeunesse est parvenue à travers le "SET-SETAL" à accumuler un nouveau capital. Elle est à nouveau l'objet de considération comme la valeur du capital spécifique des jeunes et ils peuvent à nouveau indiquer les termes de références de la société qu'ils veulent construire. Au delà des artères, c'est la société entière qui semble invitée à se "purifier", à se débarrasser de ses plaies ideuses de faire peau neuve et de s'embellir en attestent les chansons composées en son honneur¹ ainsi que le regain d'intérêt des pouvoirs publics à son endroit.

¹

Khar Mbaye MADIAGA, Dial MBAYE.

CONCLUSION
GENERALE

Au terme de ce travail qui laisse sans aucun doute beaucoup de zones d'ombre autour de la saisie correcte et de la compréhension des mutations profondes qui se sont opérées dans le champ socio-politique après 88, il apparaît que les règles du jeu sont considérablement modifiées. Désormais, la jeunesse y occupe une place centrale. On pourrait affirmer qu'elle ^{est} au centre du jeu.

Mais si la jeunesse s'est imposée au reste du corps social, aux acteurs du jeu politique notamment, ce fut d'abord et principalement autour de ses propres revendications, constituant ainsi un mouvement social autonome avec ses propres principes d'identité. En Février 1988, nous sommes en face d'un des cas "de **coïncidence** entre les dispositions et les intérêts d'agents occupant des positions homologues dans des champs différents qui, à travers la **synchronisation** des crises latentes de différents champs, a rendu possible la généralisation de la crise"¹

Des jeunes qui grandissent et " entrent" dans la vie active à une époque de crise généralisée ne peuvent pas s'orienter dans la vraie ligne d'un quelconque parti politique. La formation de la conscience sociale de jeunes est un processus extrêmement complexe à toute époque a fortiori à un moment de doute collectif et de tension comme durant les années 80-90. La jeunesse n'est pas toujours en état de s'occuper sérieusement de politique et de poser des problèmes socio-politique clairement formulés du fait de son manque d'expérience dans ce domaine.

Mais sa protestation, même silencieuse, individuelle, adoptant la forme d'une recherche crispée et manquant de coordination, exprime son aspiration intérieure à créer une société plus humaine, capable de lever les contradictions entre la société et l'individu. Dans cette perspective, la ligne de démarcation entre les jeunes à un moment aussi crucial passe non seulement entre la "droite" et la "gauche", mais aussi à l'intérieur des classes, des groupes, des partis, de l'électorat. Les nouvelles valeurs que les jeunes proposent " enjambent" les clivages entre les classes sans trouver une expression politique. Elles ont un caractère ambivalent, destructif d'une part et constructif de l'autre.

Aussi il ne nous semble pas fondé d'affirmer d'une part qu'il y a eu en Février 1988 une "irruption" de la jeunesse sur la scène socio-politique et d'autre part qu'elle a

¹ BOURDIEU (P). Homo Academicus. Editions Minuit, Paris, 1984



obeï aux mots d'ordre des partis de l'opposition. Au contraire, il serait plus exact de parler d'éruption à l'image d'un volcan qui ne s'est jamais éteint et qui a trouvé les conditions de son explosion au détour des élections générales. En d'autres termes la campagne électorale a constitué un catalyseur qui a permis d'assurer la jonction entre les frustrations et les angoisses de la jeunesse avec l'action des partis politiques. Quant à la violence avec laquelle le mouvement social des jeunes s'est exprimé, elle doit être considérée comme l'expression d'un déficit démocratique et d'une disqualification des assemblées. Ainsi on peut affirmer à la suite de Karl Marx que la violence a été ici "l'instrument au moyen duquel le mouvement social se fraie une route et brise les formes politiques pétrifiées et mortes". En effet, s'il importe de tenir compte des besoins psychosociologiques dans l'analyse du comportement de l'individu, il convient aussi, dans l'analyse de la violence socio-politique, de considérer ce que l'on appelle la "nécessité historique".

Cependant il n'est pas évident que la jonction prochaine se fasse par le même medium comme rien n'indique que le mouvement social aura le même adversaire. Mais il est très probable que la jonction se fasse avec les dominés politiques car "l'effet de synchronisation exercé par les événements qui sont à l'origine **chronologique** de la crise et qui peuvent comporter une part d'accident (...) ne s'exerce complètement que s'il existe un rapport **d'orchestration objective** entre les agents en crise du champ parvenu avec la critique et d'autres agents dotés de dispositions semblables (**identité de condition**). Mais, en outre, des agents soumis à des conditions d'existence très différentes et dotés de ce fait d'habitus très différents, voir divergents, mais occupant dans des champs différents des positions structurellement homologues à la position occupée par les agents en crise dans le champ en crise (...) peuvent se reconnaître à tort (...) ou à raison dans le mouvement ou plus simplement, saisir l'occasion créée par la rupture critique de l'ordre ordinaire pour faire avancer leurs revendications ou défendre leurs intérêts"¹. Ce qui est certain c'est qu'une lutte est engagée désormais : elle a pour enjeu la jeunesse et se déroule dans deux champs différents. Il y a, d'une part, le champ spécifique de la jeunesse qui a ses propres règles de fonctionnement et de sélection ; l'enjeu dans ce champ

¹ BOURDIEU (P), Op. Cit

c'est la légitimité. D'autre part, les acteurs du jeu politique sont condamnés à trouver des réponses satisfaisantes aux interpellations de la jeunesse. Celles-là doivent être concrètes pour recevoir l'adhésion de celle-ci. Autrement dit, il s'agit de faire le meilleur investissement possible. Mais dans le même temps les jeunes ont l'obligation impérative de toujours renouveler leur capital pour pouvoir peser d'un poids certain dans les "transactions". Ils doivent procéder à un investissement permanent. En particulier leur organisation est une exigence.

Pour les chercheurs un vaste champ d'étude est ouvert : voir plus en profondeur le visage psycho-sociologique et politique de la jeunesse, identifier les valeurs auxquelles elle se réfère ainsi que les critères de légitimité qui structurent son champ spécifique et partant les règles de fonctionnement de celui-ci./.

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages

1. BACHELARD (G), **La formation de l'esprit scientifique**, Paris, Vrin, 1960
 2. BELLONCLE (G), **La question éducative en Afrique Noire**, Paris, Karthala, 1989
 3. BOURDIEU (P), **Homo Academicus**, Paris, Minuit, 1984
 4. BOURDIEU (P), **Questions de sociologie**, Minuit, 1984
 5. BOURDIEU (P), **La distinction**, Paris, Minuit, 1979
 6. DIA (M), **Mémoires d'un militant du Tiers-monde**, Paris, Publisud, 1985
 7. DURKHEIM (E), **Les règles de la méthode sociologique**, Paris, P.U.F., 1950, 11^e édition
 8. KI-ZERBO (J), LY (B), **Eduquer ou périr**,
 9. LENINE, **Textes sur la jeunesse**, Moscou, Progrès, 1982
 10. MIGNON (J.M), **Jeunesses uniques, jeunesse encadrée**, Paris, Harmattan, 1984.

 11. LO (M), **Sénégal, l'heure du choix**,
 12. ROCHER (G), **Introduction à la sociologie générale**, 3 tomes, Paris, HMN, Points, 1972
 13. ZUCCARELI (P), **La vie politique sénégalaise (1940-1988)**, Paris, CHEAM, 1988
- B. Thèses, mémoires, monographies
1. MBODJ (F), **Jeunesse et phénomène partisan**, mémoire, INSEPS, Dakar, 1990
 1. SECK (O), **Société, jeunesse et crise: la communication sociale en question**, mémoire, INSEPS, Dakar, 1990
 3. NDIAYE (L.D.), SARR (B), **Etude d'un sous-produit du tourisme: les "antiquaires" de la Petite Côte (Mbour)**, ENAES, Dakar, 1990
1991
 4. NIANE (B), **Des instituteurs aux énarques. L'Ecole Normale William PONTY, l'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole Nationale d'Administration dans le processus de formation de la classe dirigeante au Sénégal**, EHESS, Paris, 1985
 5. SARR (D. A.), **L'U.N.T.S.: histoire d'une centrale syndicale (1962-1971)**, Maîtrise, Université Dakar, 1985-86

C. RAPPORTS, ETUDES

1. BANQUE MONDIALE, **L'Education en Afrique Sud-Saharienne**, (Edition française), 1988
2. Ministère de l'Education nationale, **L'Ecole Nouvelle**, Dakar, Juillet 1986
3. Etats Généraux de l'Education et de la Formation: **Résolutions** 4. Commission Nationale de Réforme de l'Education et de la Formation: **conclusions des travaux**
5. Conseil Economique et Social, **Etude sur la situation de la jeunesse**, Dakar, 1966
6. Comité National Sénégalais pour l'Année Internationale de la Jeunesse, **Etudes sur la situation de la jeunesse**, 1983 et 1985
7. Ministère de la Jeunesse et des Sports, **Communication au Conseil interministériel sur les problèmes de la jeunesse sénégalaise**, 15 Juin 1970
8. Ministère du Plan et de la Coopération , **Plans de développement économique et social (1-8)**
9. Mouvement Démocratique des Jeunes, **Rapports et Résolutions des Conférences Nationales**
10. Ligue Démocratique/Mouvement pour le Parti du Travail, **Rapports et Résolutions des Congrès, Conférences Nationales, Comité Central, Manifestes électoraux**
11. Parti Démocratique Sénégalais, **Résolutions des Congrès**
12. Parti de l'Indépendance et du Travail, **Thèses et résolutions des Congrès.**
13. Parti Socialiste, **Rapports et Résolutions des congrès.**

D. Revues , journaux

- 1.. Jeune Afrique Economie N° 147 , 152 , 153
2. Le Soleil , années 1988 -1992
3. Sud-Hebdo , années 1988-1992
- 4., Gëstu , collection

E. Textes législatifs et réglementaires

1. Constitution de la République
2. Code des Obligations Civiles et Commerciales (Loi 68-08)
3. Loi d'Orientation de l'Education nationale (Loi 71- 36)

4. Décret n° 74 portant création et fonctionnement du Haut Comité de la Jeunesse
5. Décret 74- 856 portant organisation et fonctionnement des CDEPS
6. Décret 76-0040 fixant les conditions particulières auxquelles sont soumises les associations à but d'éducation populaire et sportive ou à caractère culturel

F. Statistiques

1. Recensement Général de la Population, 1976
2. Situation économique du Sénégal, Septembre 1987
3. Fichier Electoral
4. Statistiques scolaires.

G. Autres publications

1. Comité d'Initiative pour la Réorganisation du Mouvement Etudiant Sénégalais, **Manifeste pour une association patriotique des étudiants sénégalais**, Dakar, 1977 , document ronéotypé , 15 P
2. Comité Provisoire pour la Défense des des Intérêts des Etudiants Sénégalais , **Organisons le mouvement étudiant sénégalais**, Dakar , Mai 1976 , document ronéotypé , 15 p
3. Union des Etudiants Sénégalais , **Réorganisons le Mouvement Etudiant** , Dakar , Novembre 1977 , document ronéotypé , 24 p.,